



Du 15 au 31 décembre 2010, envoyez **gratuitement*** de l'argent à vos proches partout en Côte d'Ivoire.

Transfert d'argent rapide partout en Côte d'Ivoire avec MTN Mobile Money. Tapez *133# pour trouver un distributeur. Infos au 355.

MTN Mobile Money
L'argent est partout.



everywhere you go

notre VOIE

notre métier : informer

notre site: www.notrevoie.com

200 FCFA

notre voie n° 3767 du mardi 28 décembre 2010 - 14^{ème} année

Session extraordinaire de la Cedeao à Abuja Chantage et menaces pour des assassins

Page 9

Document secret des militaires français Kahia 2 : le plan **Tout le scénario** pour tuer Gbagbo

Pages 2-3

Appel à la désobéissance civile Ouattara désavoué

Page 6

Gbagbo au quotidien Le Monde : "Je dénonce un complot franco-américain"

Pages 4-5

ETUDES EQUIPEMENTS VOYAGES CREDITS CONSO
TOUS LES PRÊTS SONT PRÊTS POUR TOUS

LA CAISSE D'ÉPARGNE
Le plus grand réseau bancaire au service de tous.

900 20 900 - 225 28 100 / www.caissepargne.ci Contactez votre agence



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



Voici un document secret des militaires français

Kahia 2 : Le plan pour tuer Gbagbo

Le document est classé « Secret défense ». Grâce à des amitiés dans certains milieux français, nous en avons obtenu copie. Il a été à Paris. Il porte la griffe du général de brigade Didier Castres, adjoint du Centre de planification et de conduite des opérations de l'état-major des armées françaises, 14, rue Saint Dominique, 75700 Paris SP 07. Il était initialement adressé au général de brigade Francis Autran (commandant de la Force Licorne entre le 10 décembre 2009 et le 10 juin 2010) à Abidjan. Ce document a dû être réactualisé, exactement un mois avant le premier tour de la présidentielle ivoirienne, le 1er octobre 2010. Il a dû atterrir dans les mains du général Jean Pierre Palasset qui commande la force Licorne depuis le 10 juin 2010. Il a pour objet d'expliquer et de détailler l'opération montée par la DGSE pour renverser le président Gbagbo, quel que soit le verdict des urnes. Cette opération a pour nom de code « RCI/opération LICORNE : KAHIA 2/30 MILITAIRES COS-DIVISION ACTION DGSE ». Ce document vient éclairer tous ceux qui croient que les Ivoiriens accusent à tort le gouvernement français de comploter contre la Côte d'Ivoire. A lire et à conserver pour l'histoire.

Contexte général

La signature de l'Accord de Ouagadougou intervient après un mois de négociations directes conduites sous l'égide de Blaise Compaoré, président burkinabé et président en exercice de la Cedeao, ancien allié de Gbagbo, avant d'être accusé par celui-ci de complot à son encontre.

Le Dialogue direct inter-Ivoiriens proposé par Laurent Gbagbo en décembre 2006, en plein enlèvement diplomatique et militaire, visait à court-circuiter les nombreux médiateurs extérieurs, en particulier l'Onu et le Groupe de travail international, considéré comme la voix du Conseil de sécurité. Exit les Occidentaux, les 3500 Français de l'opération Licorne, les 9100 casques bleus de l'Onuci, exit également le Premier ministre soutenu par la communauté internationale, Charles Konan Banny.

Laurent Gbagbo et Guillaume Soro s'arrogent les rôles principaux de la transition ivoirienne.

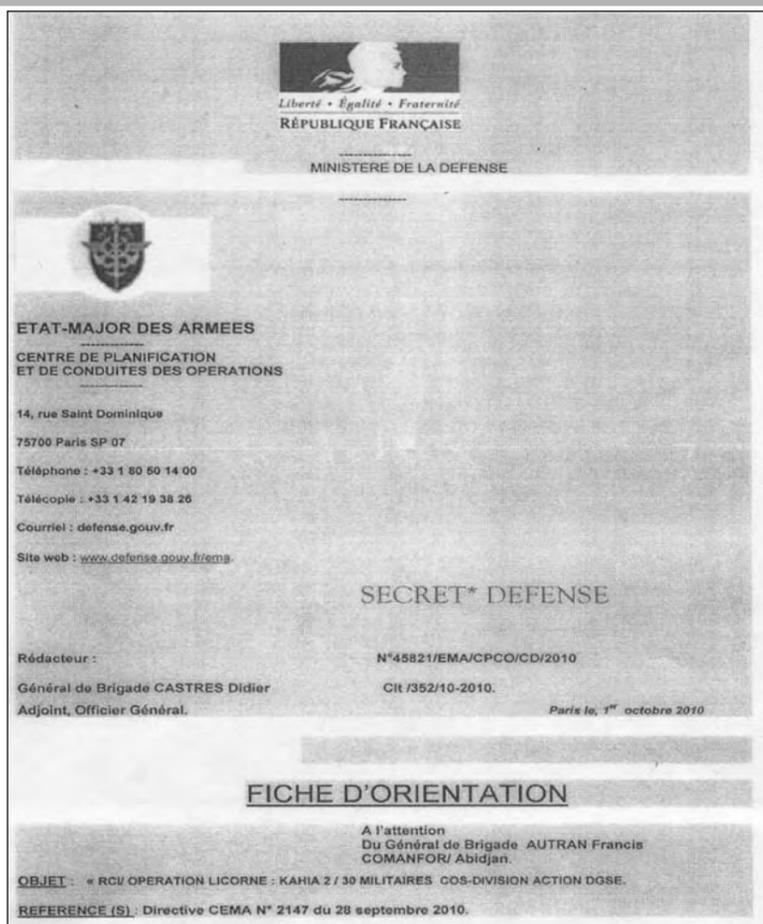
L'Accord de Ouagadougou prévoit des dispositions concernant les principaux points de divergence : l'identification des citoyens ivoiriens en vue des élections, le désarmement des miliciens et l'intégration des états-majors et forces armées dans une structure unifiée.

Sur la question de l'identification des citoyens ivoiriens, les parties au dialogue inter-Ivoiriens conviennent de la reprise sur l'ensemble du territoire des audiences foraines pour une période de trois mois «dès la mise en place du nouveau gouvernement issu de l'accord».

Ces audiences foraines doivent notamment délivrer des jugements supplétifs tenant lieu de certificats de naissance à des personnes nées en Côte d'Ivoire mais qui n'ont jamais été déclarées à l'état civil.

Ces documents, actes de naissance et jugements supplétifs, permettront aux citoyens âgés de 18 ans et plus de s'inscrire sur la liste électorale et de se voir délivrer, par la suite, leur carte d'identité nationale et leur carte d'électeur. Des élections présidentielles «ouvertes, démocratiques et transparentes» devraient suivre l'aboutissement du processus d'identification des citoyens.

Concernant les forces combattantes - les Forces armées nationales de la Côte d'Ivoire (FANCI), loyales au président Gbagbo, et les rebelles des Forces armées des Forces Nouvelles (FAFN) - l'Accord prévoit le



regroupement des milices sur 17 sites prévus à cet effet en vue de leur désarmement, démobilisation et réinsertion. Un service civique leur est offert, «dans le but de les encadrer et de les former pour de futurs emplois civils ou militaires».

L'intégration des deux formations rivales dans une armée unifiée doit se faire sous la direction d'un Centre de commandement intégré (CCI), organe paritaire commandé conjointement par le chef d'état-major général des Fanci, Philippe Mangou, et le chef d'état-major des FAFN, Soumaïla Bakayoko. Le CCI sera chargé de :

- «la contribution à l'élaboration de la politique de défense et de sécurité ;
- la mise en œuvre du Programme national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (Pnddr), sous la supervision des Forces impartiales ;
- l'opérationnalisation des tâches militaires et de sécurité liées au processus de sortie de crise ;
- la sécurisation des audiences foraines, des opérations d'identification, ainsi que la sécurité du processus électoral ;
- la mise en place d'unités militaires

et paramilitaires mixtes ;
- la coordination des mesures visant à garantir la protection de la libre circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national».

En outre, l'Accord ouvre l'amnistie aux «crimes et délits relatifs aux atteintes à la sûreté de l'Etat liés aux troubles qui ont secoué la Côte d'Ivoire et commis entre le 17 septembre 2000 et la date d'entrée en vigueur du présent Accord, à l'exclusion des crimes économiques, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité». De même, les sanctions personnelles votées par le Conseil de sécurité des Nations unies doivent être levées.

Enfin, l'Accord demande le retrait progressif des forces françaises participant à l'Opération Licorne et de l'Onuci. Les premières doivent quitter la zone de confiance séparant le nord du sud et rebaptisée «ligne verte», une ligne imaginaire allant d'est en ouest, jalonnée de postes d'observation occupés par les forces françaises dont la présence serait réduite de moitié tous les deux mois jusqu'à leur suppression totale. Des corps de police mixtes, composés

de rebelles et des Forces de défense et de sécurité (FOS).

La mise en œuvre de l'Accord est placée sous l'évaluation d'un Comité d'évaluation et d'accompagnement (CEA) composé d'un président (le Facilitateur, i.e. Blaise Compaoré, ou son représentant) et de trois représentants respectifs des deux parties à l'Accord (Gbagbo et Soro). Ce sont ces deux parties qui décideront éventuellement d'élargir le Comité à d'autres membres de la classe politique ivoirienne.

Marginalisés par le Dialogue direct inter-Ivoiriens, les autres candidats à la présidence, Henri Konan Bédié, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), et Alassane Dramane Ouattara, président du Rassemblement des républicains (RDR), candidat de l'Elysée, sont appelés à siéger aux côtés de Soro et de Gbagbo au Cadre permanent et de réconciliation, un «organe de veille et de dialogue permanent» ayant pour objectif «de renforcer la cohésion nationale».

Il se dégage de cet accord une volonté de fermer les yeux sur les conflits et rancunes passés au profit d'une maîtrise, par Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, de la vie politique et du processus de réconciliation nationale.

La communauté internationale qui avait trouvé dans la nomination de Charles Konan Banny au poste de Premier ministre un contrepoids à la capacité de nuisance de Laurent Gbagbo, jugé en partie responsable des obstacles qui ont émaillé le processus de transition qui devait éventuellement se conclure par la tenue d'élections présidentielles, se trouve écartée de l'accord. Pourtant, il s'agit moins d'un désaveu complet de la communauté internationale par les acteurs ivoiriens que d'une tentative de gestion interne de la crise, compte tenu de la méfiance persistant entre les acteurs. L'ONU-CI et l'Opération Licorne demeurent pertinentes dans ce contexte, même si leur mission doit être adaptée en conséquence.

Tel est bien le sens de l'Accord qui n'exige pas le retrait complet des forces étrangères avant la tenue des élections. Ainsi, le processus du Ddr est soumis à la supervision des «forces impartiales» (opération Licorne et Onuci), de même que la «ligne verte», anciennement «zone de confiance».

Depuis la signature de l'Accord, le décret entérinant la création du Centre de commandement intégré a été promulgué par Laurent Gbagbo le 18 mars, tandis que les chefs d'é-

tat-major respectifs des Fanci et des Fafn ont pris connaissance de l'Accord et de leur rôle dans la restructuration des forces armées ivoiriennes. Lassitude ou optimisme, la communauté internationale a réagi promptement à la signature de l'Accord. L'Union africaine a demandé officiellement à l'Onu de réduire le nombre de ses casques bleus, la France a annoncé la diminution du nombre de ses forces participant à l'opération Licorne de 3500 à 3000, et le Fmi a annoncé une visite prochaine sur place.

La vigilance reste évidemment de mise. Dans cette perspective, des investigations menées en profondeur par les éléments de la communauté française du renseignement et les principaux alliés engagés avec elle dans la résolution du conflit ivoirien ont permis de mettre au jour la volonté non avouée du clan présidentielle de bloquer l'avancée du processus électoral qui devrait, selon les différents accords, débiter le 31 octobre par l'élection présidentielle.

Contexte spécifique

La directive CEMA citée en référence dans la présente fiche d'orientation générale s'est profondément inspirée des conclusions des recherches qui ont été menées sur le théâtre ivoirien pour confier au Centre de planification et de conduite des opérations de l'état-major des armées françaises l'évaluation d'une opération assez spécifique dont la coordination sera confiée au COMANFOR.

Le Centre de planification et de conduite des opérations qui se retrouve au cœur KAHIA2 s'est vu confier, conformément à ses missions régaliennes et en tant que centre nerveux de la chaîne de commandement opérationnel en amont, la veille stratégique et la planification, puis en aval la conduite de cette opération voulue et décidée par les autorités politiques françaises au plus haut niveau en vue d'obtenir un changement d'interlocuteur au sommet de l'Etat ivoirien, garantissant par effet induit le maintien du leadership français dans la sous-région.

Les travaux conduits par la chaîne planification ont consisté à dégager une stratégie spécifique pour anticiper les visées bellicistes du clan présidentiel, en établissant une synthèse des évolutions des risques de crise et à préparer les options militaires proposées au Cema.



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



À cet égard, le caractère transverse des options proposées à la haute hiérarchie militaire dans la planification et la conduite de l'opération en projection permettra d'éviter qu'il y ait une rupture au moment du passage de la planification à la conduite de l'opération dans un délai relativement court.

Il est recommandé au Comanfor, maître d'œuvre sur le théâtre ivoirien de KAHIA2, de mettre en place une cellule de crise commandée par un officier supérieur de son choix afin d'en 2 (deux) compétences complémentaires.

1- Une compétence géostratégique qui sera le fait d'officiers d'expérience chargés de l'anticipation opérationnelle et de synthèse apportant une expertise géostratégique avec un découpage du théâtre ivoirien. Il va s'agir de

procéder lors de l'opération en projection, au déploiement des unités spécialisées du service action de la DGSE afin de neutraliser les principaux sites institutionnels, les résidences officielles et non officielles des présidents des institutions, les principaux bâtiments civils et militaires présentant un intérêt avéré qui seront préalablement localisées par le système Helios.

2- Une compétence fonctionnelle prenant en compte la logistique, la conduite, les systèmes de communication et le renseignement en profondeur.

Toutes ces données seront fournies en temps réel par les bureaux J pour "Joint". Il s'agit d'une structure dérivée de la structure Otan.

Cette organisation fonctionnelle sera complétée par des cellules d'expertise particulières et par les officiers de liaison Drm/Dgse présents sur le théâtre ivoirien.

Le bataillon de Licorne devra conduire, dans le cadre de la stratégie validée par le Cema, à compter du 30/09/2010, un exercice de franchissement amphibie sur les bords de la lagune ébrié, à proximité de l'ex-camp du 43^{ème} Bima. L'objectif sera de valider les savoir-faire tactiques des équipages du peloton d'éclairage et d'investigation qui sera déployé.

Cette opération spéciale et clandestine a une haute valeur stratégique pour les plus hautes autorités politiques françaises et leurs alliés civils et militaires ivoiriens discrètement impliqués dans le dispositif opérationnel qui œuvre à l'avènement au soir du 31 octobre d'un nouvel ordre politique dans ce pays où les intérêts économiques et militaires doivent être maintenus et renforcés.

Prévue pour ne durer que 48 heures, l'opération Kahia 2, selon la capacité opérationnelle retenue,

devra s'exécuter dans le secret le plus complet en lignes arrière ennemies et avec un effectif réduit de 30 commandos du COS pour la partie officielle et de la division action pour ce qui est de l'aspect clandestin.

Les commandos du Commandement des opérations spéciales (Cos) qui ont la capacité d'intervenir dans les 3 (trois) dimensions : terre, air et mer, se chargeront de la collecte des données pour l'Ema, qui, après analyses, appréciera de déployer un effectif et du matériel plus important. 6 (six) petits groupes de 5 (cinq) éléments seront déposés en avant-garde et rejoindront graduellement l'arrière des lignes ennemies par leurs propres moyens et transmettront les préparatifs du clan présidentiel ivoirien.

5 (cinq) éléments du 13^{ème} Rdp indispensable dans la recherche et la transmission des données seront mis à contribution.

5 (cinq) nageurs du commando Hubert prépositionné à Lomé seront planifiés pour arriver la nuit sur la côte abidjanaise. Ce commando sera chargé de préparer l'arrivée éventuelle par voie de mer de combattants hostiles au régime ivoirien imposé par les accords de

Ouagadougou préparés par la division action de la Dgse.

Au cours de cette opération de portée hautement stratégique, les commandos du Cos et du service action de la Dgse qui seront directement en projection ont discrètement été présentés au Cema en marge de la préparation à laquelle ils ont pris part sous le commandement du général Hogard. Il s'est agi d'un exercice final d'un cycle de préparation sur 6 (six) mois dédié à KAHIA2 avant leur projection sur le théâtre ivoirien.

La composante essentielle pour cette opération s'articulera autour des éléments du premier cercle du Cos. Leur mission ne sera pas de remplacer les unités existantes sur le théâtre ivoirien. Mais de créer et réaliser une mission dans un environnement très hostile et spécifique.

- 1 - Le 1^{er} Rpima
 - 2 - Les commandos marine (Forfusco)
 - 3 - Le Cpa 10
 - 4 - Le 12^{ème} Rdp
 - 5 - Le Daos
 - 6 - L'antenne Ciet
 - 7 - L'Ehs
- Seront les principales composantes de Kahia 2.

Un ex-conseiller politique de Bill Clinton répond à Luis Moreno Ocampo, procureur de la CPI

Une commission d'enquête sur les crimes de guerre sera mise sur pied dans les jours à venir. Le procureur de la Cour pénale internationale, M. Luis Moreno Ocampo, l'a dit la semaine dernière, suite à la décision du président Laurent Gbagbo de continuer son travail après l'arrêt du Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire le proclamant vainqueur. "Ainsi, en terme de prévention, le temps d'agir est maintenant venu" affirmait le procureur de la CPI.

Moreno, s'est ainsi jeté dans la dernière crise post électorale en Côte d'Ivoire. Que le patron de l'une des plus hautes institutions judiciaires des Nations unies s'engage de telle manière dans une dispute post électorale d'un Etat souverain est en soi une imposture. Mais Moreno le fait sans surtout tenir compte des répercussions politiques que ses déclarations peuvent avoir sur le terrain. A travers ses menaces directes, il remet en cause la partialité de l'institution qu'il dirige et la communauté internationale.

Le procureur de la CPI suggère que le président Laurent Gbagbo laisse le pouvoir au profit de son adversaire Alassane Ouattara, s'il ne veut pas être responsable de crimes de guerre à venir. Des crimes pour lesquels il sera alors poursuivi par la CPI. En d'autres termes, dans l'esprit de Moreno, Gbagbo doit laisser le pouvoir pour éviter de commettre des crimes de guerre. C'est une affirmation absurde, malgré la gravité de la dispute en Côte d'Ivoire.

La bêtise dans la déclaration de Moreno demeure le fait que la menace ne tient pas seulement compte des crimes à venir qui peuvent ou non être commis, mais aussi les crimes commis en Côte d'Ivoire pendant la guerre civile et dont Gbagbo serait le coupable. Ces crimes, en fait, peuvent ou non avoir été commis par le président Gbagbo, sa famille et /ou son gouvernement, mais devraient être d'abord investigués entièrement par les services de Moreno avant toute affirmation.



Pr. Nino Saviano, ex-conseiller politique du président Bill Clinton.

Le règlement des contentieux électoraux est prévu par le code électoral ivoirien de 2000, comme c'est le cas dans de nombreuses démocraties occidentales. En tant que tels, ils sont réglés, selon les procédures en vigueur dans chaque pays, par les institutions nationales pour éviter des conflits, particulièrement ceux qui endeuillent l'Afrique.

Cette façon cavalière de s'engager dans les affaires intérieures des Etats africains, Moreno l'a déjà fait dans les prétendus crimes génocidaires commis par les forces armées du président soudanais, Omar El Béchir. Dans ce cas aussi, la déclaration de Moreno était également sentencieuse en dehors de toute investigation. Il a fait allusion à la culpabilité du Président soudanais comme un fait accompli et n'a jamais utilisé le terme «*présomption d'innocence*». Dans une même approche, son adjointe Beatrice Le Fraper du Hallen a embarrassé les juges de la Cour en faisant la même déclaration condamnatrice dans le procès du

leader rebel congolais Thomas Lubanga. Dans une interview en mai dernier, elle a dit que M. Lubanga allait pour un long séjour carcéral. Elle quitta la Cour trois semaines plus tard.

Aucune personnalité dans l'histoire de l'après Deuxième Guerre mondiale n'a eu autant de pouvoir légal et de poursuite judiciaire à son actif que Luis Moreno. Malheureusement, il ne comprend pas les limites de son pouvoir et en abuse largement.

Depuis la création de la CPI en 2003, Moreno s'est toujours empressé de projeter son pouvoir au-delà de ses limites légales. Il transcende l'aspect collaboratif et délibératif qui caractérise la communauté internationale dans le processus de prise de décision.

Ce ne sont pas seulement le nombre d'enquêtes qui n'aboutissent pas et des condamnations ou des procès qui ne finissent pas qui inquiètent, mais aussi et surtout quand, comment et où Moreno choisit d'intervenir.

L'un des principes pour conduire une enquête tel qu'inscrit à l'article 53 des statuts de Rome commande la «*considération des intérêts de justice*». C'est la paix qui est souvent dans l'intérêt de la justice. Mais souvent la justice et la paix ne vont pas la main dans la main, l'une peut être obtenue ou non avec la poursuite de l'autre.

Pendant que la justice peut se réaliser par des moyens judiciaires, la paix, quant à elle, ne peut s'obtenir qu'à travers un processus politique. Un processus souvent délicat qui peut facilement être remis en cause par des mots inattendus ou par des menaces de poursuites judiciaires comme le profère le procureur de la CPI. Et Moreno ne comprend pas cela aussi. Il doit donc démissionner.

Pr. Nino Saviano
Consultant politique international,
Ex-Conseiller politique du Président
américain Bill Clinton

Lanny Davis, conseiller de Bill Clinton : "Il y a eu des fraudes massives dans le Nord"

Invité sur CNN, un conseiller de l'ancien président Bill Clinton, Lanny Davis, mouche une speakerine stupide au sujet du Conseil constitutionnel ivoirien, au moins aussi suprême que ses homologues américains ou français..., rappelle que l'ONU refuse de considérer les fraudes massives dues au camp Ouattara au nord de la Côte d'Ivoire durant la présidentielle..., se demande même si l'ONU y a simplement envoyé

des observateurs..., se souvient que Gbagbo a toujours appelé au dialogue... et s'interroge clairement sur l'identité des observateurs de l'ONU qui prétendent avoir vu 200 morts, des tortures, etc. Il veut les noms des rapporteurs de l'ONU qui sont à l'origine de cette "information", les circonstances des exactions... Bref, des preuves !

Sources : Cnn

COMMUNIQUE NIAKARA - KATIOLA - DABAKALA

Messieurs les Ministres KONE Dibonan et KONE Katina Justin, Monsieur COULIBALY Gervais, Porte-parole du Président de la République, Monsieur COULIBALY Abou Sangolobé, Secrétaire Général Adjoint de la Présidence et le doyen MLANHORO Joseph, convoquent les ressortissants de NIAKARA, KATIOLA et DABAKALA, vivant à Abidjan et ses environs, à une importante réunion d'informations le **mercredi 29 décembre 2010 à 10H00 à la salle des plénières du Conseil Economique et Social (CES) du Plateau.**

Le ministre
Koné Katina Justin



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



crise postélectorale en Côte d'Ivoire

Laurent Gbagbo au quotidien Le Monde : "Je dénonce un complot franco-américain"

Le président ivoirien, Laurent Gbagbo a eu un week-end médiatique très chargé. Il a accordé successivement des interviews à deux quotidiens français, le Monde et Figaro. Nous publions ci-dessous les deux interviews.

Le Monde : La Cédéao, l'organisation économique des pays d'Afrique de l'Ouest, menace de recourir à la "violence légitime", en d'autres termes d'intervenir militairement en Côte d'Ivoire. Prenez-vous ces menaces au sérieux ?

Laurent Gbagbo : Les menaces, il faut les prendre au sérieux mais après, il faut garder la tête froide et se rendre compte que ce serait bien la première fois que des pays africains partiraient en guerre contre un autre pays parce qu'une élection s'est mal passée. Regardez la carte de l'Afrique, regardez la carte des élections qui se passent plus ou moins bien, plus ou moins mal, et puis la carte de là où il n'y a pas d'élections du tout. Si on devait aller en guerre avec cette carte-là, je crois que l'Afrique serait perpétuellement en guerre. Donc je prends cela au sérieux parce que ce sont des menaces, mais je reste tranquille, j'attends de voir.

Vous croyez à la possibilité d'une intervention militaire ?

- Les choses peuvent déraiper à tout moment, donc il faut prendre tout au sérieux, mais ils ont décidé de m'envoyer une délégation [de chefs d'Etat mardi]. On aurait dû commencer par là. On aurait économisé beaucoup de choses, beaucoup de salive, beaucoup d'adrénaline. Il faut venir voir ce qui se passe en Côte d'Ivoire, et quand on a vu ce qui se passe, alors on prend les décisions.

Y a-t-il des conditions qui vous permettraient de négocier avec M. Ouattara ?

- Je ne pose jamais de préalables quand je discute. Moi, je constate que les règles en vigueur en Côte d'Ivoire, qui n'ont jamais été dénoncées par qui que ce soit, font que je suis le président de la République, donc naturellement, quand on discutera je vais mettre ça sur la table, il faut dire que ces règles-là n'ont été dénoncées par personne.

Vous avez parlé de complot de la France et des Etats-Unis contre la Côte d'Ivoire. De quoi s'agit-il ?

- Avant les élections, j'ai fait ma part. J'ai demandé que les autres [les ex-rebelles] fassent leur part en désarmant. Toutes les pressions sont faites pour qu'on aille aux élections sans désarmement. Là, on peut parler du début du complot. Toutes les pressions, de



"En quoi nos élections concernent-elles Sarkozy et Obama ?"

toutes parts. Moi-même je n'avais pas de raison de douter des rebelles avec qui j'étais en accord avec l'accord de Ouagadougou, et avec lesquels je gérais la sortie de crise. Je les voyais bien, intégrés, se comportant de façon loyale, je n'avais pas de raison de douter qu'ils allaient utiliser après les armes qu'ils n'avaient pas déposées pour pervertir les élections. Ensuite, les institutions en place, reconnues par tous [en réalité, le Conseil constitutionnel], elles proclament le président élu, tout le monde dit : "non, c'est Ouattara que nous tenons pour président".

Qui est ce "nous" ?

- Ce nous c'est d'abord la France, mais c'est surtout l'ambassadeur de France et l'ambassadeur des Etats-Unis. Nous voilà au terme du premier tour. Les résultats sont un peu contestables mais je ne les ai pas contestés. On va au deuxième tour, la CEI [Commission électorale indépendante] a trois jours pour donner des résultats, elle ne les donne pas. A minuit moins le quart, le président de la CEI, M. Bakayoko, intervient à la télévision, on lui dit que TV5 aurait donné des résultats, il fait une mise au point nette pour dire : nous n'avons donné aucun résultat. Minuit arrive. Candidat, je suis devant mon poste de télévision, parce que c'est le moment que tous les candidats guettent pour voir comment les votes se sont portés sur eux. Minuit passe. La CEI est "off". Le lendemain, l'ambas-

sadeur de France et l'ambassadeur des Etats-Unis vont chercher Youssouf Bakayoko, président de la CEI, et l'amènent à l'hôtel du Golf, qui est le quartier général de mon adversaire. On apprend qu'il y a une télévision étrangère, sur laquelle aurait été donné le résultat qui donne Ouattara vainqueur. Le président du Conseil constitutionnel intervient pour dire que ce ne sont pas des résultats. Il décide que Gbagbo Laurent est élu président de la République. A partir de ce moment-là, Français et Américains disent : non, nous c'est Ouattara que nous reconnaissons. C'est tout ça qu'on appelle le complot.

Quel est le problème avec la France et les Etats-Unis ?

- Je ne vois pas le problème, c'est eux. En quoi nos élections sont leur problème ?

La France et les Etats-Unis sont suffisamment puissants pour entraîner l'Union africaine, les Nations unies, la Cédéao [Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest] ?

- Je me rends compte qu'ils sont suffisamment puissants pour ça.

C'est le discours que vous tiendrez mardi à la délégation de chefs d'Etat de la Cédéao ?

- Ce sont les faits que j'expose. Je dirai les faits.

Vous pensez les convaincre ?

- Je vais leur dire d'aller vérifier la

matérialité de ces faits-là partout où c'est possible. Quand les gens se détachent des faits, c'est qu'ils ne veulent pas la vérité, pas la justice. Or, ces conflits sont créés par des gens qui sont étrangers à nous. Je ne comprends pas pourquoi ces gens-là choisissent un candidat qu'ils reconnaissent. Ce n'est pas leur rôle.

Eux ? La France et les Etats-Unis ?

- En premier lieu. Avec les positions incroyables, inexplicables et injustifiables qu'ils prennent, ces pays-là poussent à un affrontement interne. Aujourd'hui, moi je m'appuie sur les institutions ivoiriennes, sur les lois. Alors que vous avez maintenant d'autres qui s'appuient sur les puissances étrangères. Il y aura peut-être un désordre intérieur, une guerre civile en Côte d'Ivoire, parce que nous n'allons pas nous laisser piétiner notre droit et nos institutions.

Vous êtes prêt à aller jusqu'où ?

- Il n'y a pas à être prêt à aller quelque part, c'est nous qui sommes agressés. C'est nous qui avons le droit pour nous. Jusqu'où ceux qui nous agressent sont prêts à aller ? Je vais vous signaler quelque chose. Je suis élu président en 2000. En 2002, je suis attaqué, agressé. On n'a jamais vu ni la France, ni l'Union européenne, ni les Etats-Unis, ni l'ONU, ni la Cédéao, prendre des sanctions contre ceux qui ont agressé un régime conformément à la loi. On ne les a jamais vus.

Qui fallait-il sanctionner ?

- Mais ceux qui nous avaient agressés !

Et de qui s'agissait-il ?

- Ils sont connus ! Vous ne les connaissez pas ? Cette position qu'ils prennent est la continuation de l'agression que nous avons subie en 2002. De 2002 à aujourd'hui, ceux qui ont pris les armes contre un Etat souverain, un régime démocratiquement élu, ceux-là n'ont jamais été sanctionnés par personne.

Leurs noms ?

- C'est un détail. A ce moment-là, tout le monde a fait l'aveugle, tout le monde a fait le sourd, tout le monde a fait le muet, comme les singes de la parabole. Aujourd'hui, ils retrouvent tous la parole, l'usage des yeux, l'usage des oreilles, et ils crient : "haro

sur Gbagbo !" Mais Gbagbo a la loi avec lui.

Les enlèvements, les tortures d'opposants, 173 morts selon l'ONU...

Quand j'ai pris le pouvoir en 2000, ils avaient sorti des charniers, il y avait des charniers à Yopougon, des assassinats. Aujourd'hui, le débat principal c'est quoi ? C'est Gbagbo et Ouattara sont candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle. Qui est élu ? C'est ça le débat. Alors quand ce débat gêne, comme en 2000, on glisse de ce débat vers les droits de l'homme. Ah oui, il y a eu des morts, il y a eu des charniers... Je constate la similitude du comportement entre 2000 et 2010. Je vois la même chose, exactement. Parce qu'en 2000, il y en a qui ont contesté mon élection, qui ont essayé de faire endosser [cette position] par l'Afrique. Le Nigeria d'Obasanjo et l'Afrique du Sud avaient même demandé l'annulation des élections. Je leur ai envoyé des gens pour dire que c'était irréaliste. Donc après ça, on est passé à "oui, il y a des charniers, il y a des gens qui sont morts et tout"... Moi dès demain lundi je vais demander au ministre de la justice de mettre tous les procureurs [à l'œuvre] pour faire des enquêtes. [Il s'empare d'un dossier jaune] Nous avons ici des enquêtes sanitaires du ministère de la santé sur les gens qui sont blessés, qui sont morts. Il n'y en a pas plus que ça... Il y a beaucoup de blessés, des blessés par armes blanches. Des forces de l'ordre qui sont blessées par balles, armes blanches. Nous avons nos documents, on n'a pas peur de ce débat.

Alassane Ouattara a lancé l'idée de faire venir une délégation de la CPI...

- Au moment des discussions de Marcoussis, en janvier 2003, je connais un chef d'Etat voisin qui a été élu à 80 %... - j'aurais peut-être dû m'arranger pour gagner avec 80 %, j'aurais été moins suspect - qui avait dit "Oui, Gbagbo doit aller à la CPI". Lui ! Et c'était tout à fait succulent. Donc ce sont les mêmes glissements. 2000, 2010, c'est le même scénario. Donc on n'est plus surpris. Les Ivoiriens ont voté le 28 novembre, ils ont élu qui ? Et les institutions ont proclamé qui ? C'est ça qui est le fond de la question. Il ne faut pas glisser dessus pour aller sur des problèmes qu'on sait déjà



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



Suite de la page 4

Il y a un complot, donc ?

Qui vise à installer Ouattara au pouvoir. Et il y a des puissances extérieures à l'Afrique dont, je ne sais pas pourquoi, le rêve est de mettre Ouattara au pouvoir.

Et les pays africains qui soutiennent la décision de l'ONU ? Ils sont manipulés ?

- Je ne veux pas parler de ça. Sinon, ou bien on est trop méchant, ou on ne dit rien. Sachez seulement que nous faisons les réunions de l'Union africaine et de la Cédéao, les représentants des pays européens sont toujours plus nombreux dans les couloirs que ceux des pays africains. Ils sont toujours dans les couloirs, très nombreux, pour vous donner un exemple, au sommet de Charm el-Cheikh, il y avait à l'ordre du jour le problème du Zimbabwe, il y avait tellement d'Européens dans les couloirs qu'un chef d'Etat africain a pris la parole pour dire : "Écoutez, les Européens font une pression tellement grotesque que nous décidons de soutenir Mugabe, même si on ne l'aime pas." Et c'est cette position qui a été passée. Il y a des fois où ça suscite un ras-le-bol. Les pressions sont énormes. Sur tous les chefs d'Etat que moi j'ai eus au téléphone, les Africains, ils disent la même chose : on n'en peut plus ! Il y en a même un qui m'a dit qu'il reçoit trois coups de téléphone par jour au moins de l'Élysée.

Vous vous sentez dans une situation comparable à celle de Robert Mugabe ?

- On ne se connaît pas bien, je l'ai aperçu comme ça quelques fois, mais quand on subit ce que j'ai subi, on se dit que l'autre n'avait pas totalement tort. Ici vous pouvez chercher on n'a rien à cacher à personne... Ni au niveau de l'argent, ni au niveau de la gouvernance, ni au niveau des droits de l'homme, alors quand vous voyez les gens s'acharner sur nous, tous les gens qui viennent pour discuter affaires, je ne leur ai jamais demandé un franc, donc vraiment je suis très à l'aise. Quand vous voyez ces gens s'acharner, vous vous dites, peut-être que celui-ci [Mugabe], il n'avait pas tort.

La présence de l'hôtel du Golf, c'est durable ?

- Je ne sais même pas pourquoi ils sont là-bas.

Pour l'instant, ils ne peuvent ni sortir ni entrer...

- Non ! Celui qui veut aller chez lui peut aller chez lui.

Il y a des barrages qui interdisent d'en sortir...

- Les barrages ont été mis à partir du moment où les gens ont été dedans. Quand ils ont utilisé des armes. Or, de l'hôtel du Golf, on est peut-être à cinq ou dix minutes de pirogue de la résidence du chef de l'Etat, c'est tout près. Nous sommes obligés de prendre des mesures de sécurité aussi bien pour eux que pour nous. Je ne sais pas pourquoi ils sont allés s'agglutiner dans un coin du territoire.

Laurent Gbagbo au Figaro : "Je prends au sérieux les menaces mais je reste tranquille"

Par Tanguy Berthemet

La menace d'une intervention militaire en Côte d'Ivoire se précise. Vendredi, à l'issue d'un sommet exceptionnel de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), les présidents de la région ont à nouveau enjoint Laurent Gbagbo de quitter le pouvoir. La Cédéao s'est dite prête à utiliser la «force légitime» et a évoqué des poursuites internationales contre les responsables des violences à Abidjan. Une mission diplomatique est attendue mardi dans la capitale économique ivoirienne, composée des présidents béninois, sierra-léonais et cap-verdien, pour tenter de convaincre le président sortant de quitter le pouvoir.

La menace d'une intervention militaire en Côte d'Ivoire se précise. Vendredi, à l'issue d'un sommet exceptionnel de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), les présidents de la région ont à nouveau enjoint Laurent Gbagbo de quitter le pouvoir. La Cédéao s'est dite prête à utiliser la «force légitime» et a évoqué des poursuites internationales contre les responsables des violences à Abidjan. Une mission diplomatique est attendue mardi dans la capitale économique ivoirienne, composée des présidents béninois, sierra-léonais et cap-verdien, pour tenter de convaincre le président sortant de quitter le pouvoir.

LE FIGARO. - La Cédéao a menacé d'utiliser la force si vous ne renoncez pas au pouvoir. Prenez-vous cette annonce au sérieux ?

Laurent GBAGBO - Toutes les menaces doivent être prises au sérieux. Mais, en Afrique, ce serait bien la première fois que des pays africains seraient prêts à aller en guerre contre un autre pays parce qu'une élection s'est mal passée ! Regardez un peu la carte de l'Afrique, regardez où ça se passe plus ou moins bien, ou plus ou moins mal, et regardez là où il n'y a pas d'élection du tout. Si on devait aller en guerre dans tous ces cas-là, je crois que l'Afrique serait perpétuellement en guerre. Donc je prends au sérieux les menaces mais je reste tranquille. J'attends de voir.

Vous ne croyez donc pas à la possibilité d'une intervention militaire ?

- Les gens peuvent dérapier. Mais ils ont aussi décidé de m'envoyer une délégation. On aurait dû commencer par là. On aurait économisé beaucoup de malentendus. Il faut venir voir ce qui se passe en Côte



Gbagbo est menacé par ses pairs africains.

d'Ivoire. Quand on a vu, alors on prend une décision. Ici, nous avons des lois, nous avons une Constitution, des règles. C'est ça qui fait une élection, comme dans tous les pays modernes. Et selon cette Constitution, c'est moi qui suis élu président de la République de Côte d'Ivoire. C'est tout, et c'est simple.

Est-ce pour vous la condition préalable à une solution pacifique ?

- Je ne pose jamais de préalable à une discussion. Il faut aller au fond des choses. Moi je constate que les règles en vigueur dans ce pays, qui n'ont jamais été discutées par qui que ce soit, font que je suis président de la République. Je mettrai ça sur la table. Avant, personne ne se plaignait du Conseil constitutionnel.

Outre la Cédéao, l'organe financier régional, l'Umoa, a décidé de transférer une partie des pouvoirs à Alassane Ouattara...

- C'est gênant, mais il y a toujours une solution. Dans ce domaine qui est très délicat, il faut mieux ne pas parler. Mais ce n'est pas la Banque centrale africaine qui paye les salaires des fonctionnaires. C'est l'argent de la Côte d'Ivoire. La décision de l'Umoa n'a aucun sens.

Vous mettez aussi en cause l'objectivité de l'ONU, dont vous demandez le départ. Comment comptez-vous forcer l'Onuci à partir ?

- Je l'ai dit. J'ai demandé ce départ par voie diplomatique et nous l'obtiendrons par voie diplomatique. On va discuter. Ce n'est pas par la guerre que l'on va obtenir cela. Ici, l'ONU et son chef se sont montrés partisans. Or l'ONU devait être une force impartiale. Ces forces sont maintenant partisans, on se demande ce qu'elles font là.

Vous vous sentez victime d'un complot ?

- Avant qu'on aille aux élections, j'avais demandé que l'accord de Ouagadougou soit appliqué. Si j'ai fait ma part, je demande que les autres fassent leur part en désarmant. Cela n'a pas été fait. Puis tout le monde s'entête pour que l'on vote quand même. Là, on peut parler du début du complot. On me dit : le désarmement, ce n'est pas très grave et moi-même je n'avais pas de raison de douter des rebelles avec lesquels je gérai la sortie de crise et qui se comportaient de façon loyale. Je ne pensais pas qu'ils utiliseraient les armes pour pervertir les élections à venir. Ensuite les institutions sont en place. Elles proclament le résultat et là tout le monde dit que c'est Alassane Ouattara qui est recon...

Qui sont les acteurs de ce complot ?

- C'est surtout l'ambassadeur de France et l'ambassadeur des États-Unis. (...) Ils sont allés chercher Youssouf Bakayako, le président de la Commission électorale indépendante, pour le conduire à l'hôtel du Golf qui est le quartier général de mon adversaire. Là-bas, alors qu'il se trouve hors délais et tout seul, ce qui est grave, on apprend qu'il a dit à une télévision que mon adversaire est élu. Pendant ce temps-là, le Conseil constitutionnel travaille et dit que Laurent Gbagbo est élu. À partir de là, Français et Américains disent que c'est Alassane Ouattara. C'est tout ça que l'on appelle un complot.

C'est le discours que vous tiendrez mardi à la délégation de chefs d'État envoyée en Côte d'Ivoire par la Cédéao ?

- Ce sont les faits ! Et je dirai les faits en toutes circonstances ! Je ne cherche pas à convaincre. Je leur dis de vérifier la matérialité des faits. Quand les gens se détachent des faits, c'est qu'ils ne veulent pas la vérité. Je ne comprends pas pourquoi ils cherchent à créer un

conflit, (...) pourquoi ils poussent à un affrontement interne.

Le porte-parole du gouvernement évoque un risque de guerre civile si la Cédéao intervient, un risque pour les communautés étrangères, africaines et européennes, vivant en Côte d'Ivoire...

- S'il y a un désordre intérieur, une guerre civile, il y aura des risques, car nous n'allons pas laisser piétiner notre droit, notre Constitution, ça il faut que cela sorte de la tête des gens. Nous n'avons pas peur. C'est nous qui sommes agressés. C'est nous qui avons le droit pour nous. Jusqu'où ceux qui nous agressent sont-ils prêts à aller ? Quand j'ai été attaqué en 2002, nous n'avons vu ni la France, ni les États-Unis, ni la Cédéao prendre la moindre sanction. Les agresseurs de l'époque étaient connus. Tout le monde était sourd et muet, comme les singes de la parabole. Ce qui se passe aujourd'hui est la continuation de l'agression de 2002. Aujourd'hui ils retrouvent tous la parole et ils disent «haro sur Gbagbo». Mais Gbagbo, il a le droit avec lui !

L'ONU parle tout de même de 173 morts dans des affrontements, de cas d'enlèvements, d'exécutions extrajudiciaires...

- En 2000, quand j'ai pris le pouvoir, les mêmes gens avaient sorti des histoires de charnier à Yopougon, des assassinats. On avait demandé à l'ONU de faire une enquête. Il y avait eu un rapport. Le fond du débat aujourd'hui, c'est : qui est élu ? Et comme on ne veut pas de ce débat, on glisse vers les entraves aux droits de l'homme, les assassinats. Il faut constater la similitude entre 2000 et 2010. Je vais demander au ministre de la Justice d'ordonner des enquêtes. On n'a pas peur de ce débat.

La CPI pourrait-elle se joindre à cette enquête ?

- Lors des discussions de paix de Marcoussis en janvier 2003, un chef d'Etat voisin, qui vient d'être réélu à 80 %, avait déjà dit que je devais être livré à la CPI. C'était succulent venant de lui. Peut-être aurais-je dû me faire élire à 80 %, j'aurais été moins suspect. Aujourd'hui, en 2010, c'est le même scénario. Je ne suis pas surpris. Il y a un complot qui vise à installer Ouattara au pouvoir.

Des pays africains aussi, comme le Nigeria, demandent votre départ...

Je ne veux pas parler de cela. Dans les réunions des pays africains, les représentants des pays occidentaux sont plus nombreux dans les couloirs que les Africains. Les pressions sont énormes. On n'en peut plus. Et quand on subit ce que je subis, on se dit que Mugabe (toujours président du Zimbabwe, malgré sa défaite aux élections, NDLR) n'avait pas totalement tort.



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



Appel à la désobéissance civile

Ouattara encore désavoué par les Ivoiriens

César Etou

Dans la dizaine de quartiers qui composent la ville d'Abidjan, personne n'a senti le moindre frémissement pour un mot d'ordre de désobéissance civile, hier. Au contraire, dès le matin, les Ivoiriens sont sortis nombreux, qui pour se rendre à son service, qui pour aller à ses rendez-vous, qui encore pour reprendre ses courses à la recherche du premier emploi. Evidemment, cet afflux vers les lieux de travail a provoqué les habituels embouteillages qui rythment la vie quotidienne des Abidjanais. Ces embouteillages ont même été aggravés en certains points de la ville, comme ce fut le cas sur toutes les voies reliant le Plateau, centre névralgique de l'administration et des affaires de la capitale économique de la République de Côte d'Ivoire.

Hier, en lançant un mot d'ordre de désobéissance civile, M. Alassane Ouattara, battu au 2nd tour de la présidentielle du 28 novembre 2010, visait au moins deux choses : voir les Ivoiriens lui obéir en refusant massivement d'aller au travail, ou poser des actes de désordre, ce qui devait enclencher "l'asphyxie" du régime Gbagbo. M. Ouattara espérait ainsi prouver que le peuple ivoirien l'a choisi comme président par les urnes et a décidé de manifester son hostilité au régime Gbagbo par la rue. Mais le président du Rassemblement des Républicains



Ouattara de désaveu en désaveu.

(RDR), "candidat de l'étranger", comme le dit à raison le président Gbagbo, souhaitait surtout offrir l'image "de pays mort" aux présidents Yayi Boni (Bénin), Ernest Koroma (Sierra Leone) et Pedro Pires (Cap Vert), question de démontrer au moins sa popularité. La troïka mandatée par la CEDEAO, dit le communiqué final de la réunion du vendredi dernier à Abuja (Nigéria), arrive aujourd'hui à Abidjan "pour demander à Laurent Gbagbo de quitter le pouvoir". La réussite de l'appel à la désobéissance civile aurait, dans cette atmosphère, faciliter les tâches des émissaires de la CEDEAO. Ouattara s'est souvenu

de l'adage qui dit : "Aide-toi et Dieu t'aidera". Mais le président du RDR a appris, encore une nouvelle fois à ses dépens, que ce

conseil divin n'est applicable que dans les bonnes œuvres et non dans les entreprises de destruction des biens humains et matériels auxquelles il invite les Ivoiriens.

Ainsi, en désobéissant plutôt massivement au mot d'ordre de désobéissance civile, les Ivoiriens ont choisi d'infliger le deuxième désaveu cinglant au poulain du président français en l'espace de deux semaines. Le jeudi 16 décembre dernier, M. Alassane Ouattara avait demandé aux Ivoiriens de sortir massivement pour l'aider à récupérer les locaux de la Radiodiffusion Télévision ivoirienne (RTI) pour y installer un nouveau DG et pour lui permettre de s'installer au palais présidentiel. Son appel a été suivi par une poignée de fanatiques armés qui ont tué au moins dix (10) policiers par balles avant d'être repoussés. Mais l'on continue de condamner les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants armés qui

ont fait, selon le bilan officiel vérifiable, 20 morts en cette journée du jeudi 16 décembre.

Depuis le 2nd tour de l'élection présidentielle, M. Ouattara et ses partisans se sont volontairement retranchés au Golf Hôtel, son QG de campagne à Cocody Riviera Golf. Là, ils ont pris le président de la Commission électorale en otage et l'ont obligé à proclamer, hors délais et hors cadre, de faux chiffres donnant Ouattara vainqueur. Et depuis, ils refusent, avec le soutien du président français Nicolas Sarkozy et de ses connexions, d'admettre le résultat définitif et sans appel proclamé par le Conseil constitutionnel donnant le président Gbagbo réélu. Ils attendent une intervention militaire de la CEDEAO pour déloger le président élu et c'est dans cette logique qu'ils ont lancé l'appel à la désobéissance civile. ■

Rawlings préconise une approche pacifique à la crise ivoirienne

L'ancien président ghanéen, Jerry John Rawlings, a réitéré son appel pour une retenue extrême dans la gestion de la crise en Côte d'Ivoire. Dans un message publié jeudi, trois jours après qu'il a réclamé de la retenue et de la maturité de la part de tous les acteurs de la crise, le Président Rawlings a dit que la situation en Côte d'Ivoire n'était pas un simple conflit électoral, mais un enchevêtrement des complexités ethniques et politiques qui devaient être gérées avec tact et diplomatie plutôt que par des allusions ouvertes à l'usage de la force. L'ancien Président a déclaré que les résultats contestés indiquent clairement que la Côte d'Ivoire est abruptement divisée en lignes ethniques, fait dont devrait se préoccuper les parties prenantes telles que la CEDEAO, l'UA et l'ONU au moment où elles étudient des options pour résoudre l'impasse.

"Les deux hommes au centre du conflit ont indiqué leur volonté d'accepter un recompte ou une vérification des résultats par des observateurs neutres. Y a-t-il une raison cachée à ne pas vouloir accepter l'offre faite par les deux parties ? Il est également important que nous ne nous précipitions pas dans aucune forme d'intervention de force. Cela ne garantira pas une résolution définitive de la crise et peut au contraire exacerber une situation déjà volatile qui pourrait résulter en une guerre civile complète avec des effets désastreux sur les populations de toute la sous-région.

Les tentatives de recueillir du soutien pour une intervention militaire ne sont pas fondées et exposeront plutôt l'hypocrisie de l'ONU, la



L'ancien Président ghanéen, Jerry John Rawlings.

CEDEAO et l'UA. Des résultats d'élection plus outrageants ont eu lieu sans intervention. Comment pouvons-nous justifier une intervention dans ce cas, quand les résultats sont si serrés et divisés selon des lignes ethniques ? Laissez-nous étudier toutes les options de paix disponibles plutôt qu'une intervention militaire, qui ne peut pas aboutir à une transition politique pacifique en Côte d'Ivoire. La situation est certainement embarrassante pour l'Afrique, mais tout aussi inquiétant est le fait que les médias internationaux ont fait l'impasse sur beaucoup d'éléments. Des rapports de certains principaux observateurs des élections condamnant la conduite des élections dans plusieurs parties du pays ont été totalement ignorés par

les médias internationaux. Dans certaines régions, le nombre de suffrages exprimés est plus élevé que le nombre total de votants. Dans une région, il y a 159.788 suffrages exprimés pour 48.400 votants. Ceci, additionné au fait que dans certaines régions, le personnel de la commission électorale et certains agents électoraux n'ont pas été autorisés à contrôler le processus, appelle à ce qu'une enquête appropriée soit instamment diligentée. Il y a tant de questions cruciales sans réponse. Les détails du rapport de l'envoyé de l'Union africaine, le Président Thabo Mbeki, devraient être rendus publics pour aider à mieux comprendre la nature de la situation.

Il est également impératif que la CEDEAO convoque une réunion d'urgence pour inviter les deux parties au centre de la crise ainsi que des représentants de toutes les missions d'observation qui ont couvert les élections à présenter leur cas. C'est ce qui a été fait par le passé et cela nous fera avancer d'un grand pas dans la recherche de la solution.

Nous devons agir avec précaution pour le bien des populations de Côte d'Ivoire qui sont les vraies victimes de cette tragédie. J'invite la CEDEAO et les autres institutions internationales impliquées dans la crise à analyser la situation avec la plus grande attention et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour la résoudre d'une façon pacifique», a dit le Président Rawlings.

Correspondance particulière de
Nicole Bancouly

Ouattara fait tirer sur les commerçants d'Abobo

Dans la ville d'Abidjan, M. Alassane Ouattara ne peut compter que sur un minuscule et unique grenier d'agitations : C'est le quartier d'Abobo. Hier, dans une partie de ce quartier, quelques partisans fanatisés de Ouattara ont tenté de mettre en pratique le mot d'ordre de "désobéissance civile" que leur mentor a lancé, dit-il, "à partir de ce lundi 27 décembre jusqu'au départ de Laurent Gbagbo du pouvoir". Mais son appel a été plutôt traduit, par la poignée de manifestants vite dispersés, en un mot d'ordre de « désordre ». Le matin, ce groupuscule d'agitateurs a dressé des barricades sur la voie publique, notamment vers le quartier Anador, pour empêcher l'écrasante majorité des Abidjanais d'aller au travail. Armés de gourdin, de bois et de barre de fer, ces agitateurs menaçaient de blesser et de tuer tous ceux qui empruntaient cette voie. Résultat, ils ont réussi à perturber ou à couper momentanément la circulation sur la voie express Abobo-Adjamé par Anador. Mais les troubles ont pris

fin et les choses sont rentrées dans l'ordre, dès la mi-journée, avec l'intervention des forces de l'ordre. Face à l'échec du mouvement, non pas à cause de la présence des forces de l'ordre mais eu égard à l'indifférence des Abidjanais au mot d'ordre, les manifestants se sont déportés au marché d'Abobo. Ici, ils ont tiré des coups de feu en l'air, ce qui a eu pour effet de provoquer la panique générale dans le quartier.

A Adjamé, deux autobus de la Sotra qui desservent les lignes 15 et 03 ont été endommagés par des militants du RDR hier après-midi à 14h30, dans les environs de la grande mosquée d'Adjamé. Outre les vitres brisées par jets de pierres, les chauffeurs des autobus ont été blessés et leurs recettes emportées par les forcenés d'Alassane Ouattara.

A Koumassi-Campement, des barricades posées dans des ruelles par les agresseurs du Rdr ont été rapidement enlevées à la suite de la prompt intervention des forces de l'ordre.

C.E. et D. K.



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



Crise post électorale

Bernard Cardinal Agré : "Une fois que le Conseil constitutionnel décide, il faut suivre l'ordre"

Gomon Edmond



Cardinal Bernard Agré demande de respecter la constitution.

Bernard cardinal Agré, archevêque émérite d'Abidjan, demande que la constitution ivoirienne soit respectée dans le cadre de la crise post-électorale qui survient après le second

tour de l'élection présidentielle du 28 novembre dernier en Côte d'Ivoire. Pour lui, il faut suivre la décision du Conseil constitutionnel qui a proclamé Laurent Gbagbo, président de la République de Côte d'Ivoire. Il a fait l'exhortation lors de l'émission Raison d'Etat de la Première chaîne de la Télévision ivoirienne (RTI), la semaine dernière.

Le cardinal Bernard Agré demande au président Laurent Gbagbo et au président du RDR, Alassane Ouattara, de se mettre ensemble et de trouver une solution à la crise post-électorale. "Je dis seulement, une fois que vous avez décidé, suivez l'ordre, la légalité et allons-y", a-t-il dit. Pour lui, il y a des gens qui sont commis pour instituer la légalité par la loi, par la constitution (NDLR : fait allusion au Conseil constitutionnel). Et que si ces gens ont fait leur

travail, s'ils ont cherché la vérité des faits, il ne doit pas avoir de polémique sur la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 28 novembre dernier. Il reconnaît qu'en tant que pasteur, il n'est pas de son ressort de dire qu'il ne reconnaît pas un tel ou un tel en tant que président de la République.

"Dans ce cas je défais tout. Je refais tout. Pourquoi ? Est-ce j'ai autorité pour faire cela ?", s'est-il interrogé. L'archevêque émérite d'Abidjan, Bernard Agré supplie le président Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara de faire baisser la tension post-électorale car la vie des populations en jeu. "Il faut qu'ils viennent à la télévision devant tout le monde. Pas en catimini. Chez le cardinal ou chez un évêque. Que tous viennent dire à la télévision : Nous ne voulons plus, à partir d'aujourd'hui, que l'on tue ou moleste quelqu'un à

cause de notre nom, à cause de notre gloire", a-t-il prévenu. Il estime que les Ivoiriens doivent tout faire pour protéger leur pays parce qu'ils n'ont pas d'autres patries en cas de guerre. "Si le pays brûle, nous n'irons nulle part. Sauf aller dans la mer, où les requins vont nous accueillir", a-t-il prévenu. C'est en cela qu'il estime que les Ivoiriens doivent être solidaires. "Mettons balle à terre. Ne rendons pas coup pour coup. N'allons pas provoquer les autres", a-t-il conseillé. Il supplie les uns et les autres d'arrêter d'envoyer des mercenaires en Côte d'Ivoire. Et que plus personne ne soit tué à cause des ambitions politiques. Bernard Agré est convaincu que la communauté internationale n'a pas de cœur. "Elle n'a que la volonté de dominer et d'avoir des intérêts", a-t-il révélé. Il ne comprend pas pourquoi la

Côte d'Ivoire est l'objet de tant de convoitise de cette communauté. Il a pris l'exemple d'un Français de la haute finance qui dit que le pétrole ivoirien est à l'orig-

ine de la crise en Côte d'Ivoire. Pour le cardinal Agré, les intérêts des Ivoiriens doivent être pris en compte dans l'exploitation de leurs ressources

Jeannot Zoro Bi (Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Italie) :

"Je n'ai pas sollicité d'audience auprès du président guinéen"

Dans sa parution du 20 décembre 2010, le journal Le Patriote a écrit sous la plume de Koné Lassiné, des contre-vérités sur le compte de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Italie, Jeannot Zoro Bi Bah. L'auteur de l'article certainement mue par une volonté manifeste d'intoxiquer et qui pour les besoins de la cause n'a pas pris soin de vérifier ses informations, a affirmé que le diplomate ivoirien en poste en Italie a été éconduit par les nouvelles autorités guinéennes alors qu'il conduisait une délégation de son pays à l'investiture du président Alpha Condé. "L'ancien opposant guinéen a accepté de recevoir tous les Ambassadeurs de la sous-région à l'exception du diplomate ivoirien qui se reconnaît en Laurent Gbagbo. Le diplomate Zoro Bi Bah Jeannot a tenté d'avoir un entretien avec S.E.M Alpha Condé, mais il a encore essuyé un refus poli". Mentionne l'article intitulé "Investiture d'Alpha Condé en Guinée-Une délégation de Gbagbo refoulée". Devant ces informations, l'Ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Italie tombe des nues et tient à apporter un démenti cinglant. "Depuis le 24 août 2008, je ne suis plus retourné en République de Guinée où j'ai servi mon pays, la Côte



**Jeannot Zoro Bi
Ambassadeur de Côte
d'Ivoire en Italie.**

d'Ivoire, antérieurement avec abnégation et justesse. N'ayant pas le don d'ubiquité, il m'est impossible d'être à la fois en Italie et en Guinée. Je n'ai donc fait partie d'aucune délégation quelconque, ni sollicité une audience auprès du nouveau président guinéen à l'occasion de son investiture", indique, Son Excellence Jeannot Zoro Bi Bah. Le diplomate ivoirien se dit déçu par « les intoxications inutiles » du journal Le Patriote qu'il invite au respect des règles d'éthique et de déontologie du journalisme.

Junior Dekassan

Situation des Droits de l'homme en Côte d'Ivoire

Le gouvernement dénonce le manque d'objectivité et d'équité de l'Onu

Dans une déclaration faite le 23 décembre, le Haut Commissaire Adjoint aux droits de l'homme de l'Onu accusait les partisans du président Laurent Gbagbo d'avoir fait "un usage excessif de la force" pour réprimer l'opposition après la présidentielle. Selon elle, les Agents de l'Onu déployés sur l'ensemble du territoire font état de 173 meurtres, 90 cas de tortures et mauvais traitements, 471 arrestations et incarcérations et 24 cas de disparitions forcées ou involontaires. Ceci, sur une période allant du 16 au 21 décembre. Sur la base de cette simple déclaration, l'Onu a adopté une résolution faisant état "d'enlèvements, de disparition forcée, d'exécutions sommaires, d'assassinats". Toutes ces informations ont été démenties dimanche dernier par le ministre de l'Intérieur. "Il n'y a pas eu 173 morts ; entre le 28 novembre, le jour du scrutin, et le début des manifestations insurrectionnelles du RHDP, il y a eu 22 morts pour la plupart tués par balles ou armes blanches par les manifestants du RHDP.

Les 15, 16 et 17 décembre derniers, nous avons enregistré 31 morts dont 14 éléments des Forces de défense et de sécurité tués par des militaires de la rébellion", a révélé Emile Guiriéoulou, au cours d'une conférence de presse à son cabinet au Plateau. Selon lui, le gouvernement ivoirien note que les organes des Nations Unies à Genève, comme l'Onuci en Côte d'Ivoire ont pris une position partisane dans le traitement des informations communiquées aux pays membres. Car elles ont préféré, à dessein et sans aucune vérification ou enquête, de ne tenir compte que des allégations données par une seule partie en occultant le bilan officiel et véritable des incidents post-électorales. Puisque le Haut Commissaire reconnaît elle-même, n'avoir pas enquêté sur toutes ces allégations.

"Le gouvernement ivoirien dénonce une nouvelle fois la volonté manifeste des instances internationales telles que l'Onu dont la Côte d'Ivoire est membre à part entière d'occulter la vérité et de façonner l'opinion dans un but

unique celui de faire admettre par les états membres de l'Onu un résultat de l'élection présidentielle autre que celui issu des urnes et confirmé par le Conseil Constitutionnel ivoirien", fait remarquer le ministre de l'Intérieur. Il a dénoncé le manque d'objectivité et d'équité dans la procédure engagée par le Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu. Pour lui, la recherche de la vérité devrait reposer sur le bilan réel et non supposé de ces incidents post-électorales pour ce qui est des victimes tuées, blessées ou disparues ; les circonstances réelles de la mort des personnes recensées dans les hôpitaux, la relation de cause à effet entre les incidents post électoraux et les violences ou les violations

des Droits de l'homme par le Conseil des Droits de l'Homme. Parlant des 14000 ivoiriens réfugiés au Libéria, Emile Guiriéoulou a précisé que ces personnes fuient les exactions des rebelles dans leurs zones. Il en veut pour preuve les 6000 autres personnes qui, du fait de cette situation, se trouvent actuellement à la mission catholique de Duékoué. Il en a profité pour rappeler qu'il n'existe pas de charnier en Côte d'Ivoire. Le ministre Emile Guiriéoulou avait à ses côtés le ministre de la Défense, Alain Dogou, Tokpa Vêhi et le général Boblaé, son Directeur de cabinet et son Directeur de cabinet adjoint.

Vincent Deh

ANNONCE

Particulier cherche à louer ou acheter un studio ou une deux pièces avec garage (de préférence).

Quartiers souhaités :

Cocody, II-Plateaux, Angré, Riviera, Palmeraie.

Contact 03 84 59 46



le Journal de l'élection présidentielle

Gbagbo, président légal et légitime



Meeting d'information et de soutien du Cnrd au président de la République

Bohoun Bouabré à Yopougon : "Soutenez Gbagbo dans son combat contre les prédateurs"

Benjamin Koré
benjaminkore@yahoo.fr

Zoukougbeu, Gagnoa, Issia, Daloa et Soubré sont vivement invités à constituer un front de défense dans le pire cas où certains Etats prenaient le gros risque de s'attaquer à la Côte d'Ivoire et à Laurent Gbagbo, nouvellement réélu par les Ivoiriens. Cette exhortation a été faite par l'ancien ministre Bohoun Bouabré aux 5 départements dont les ressortissants vivant dans le District d'Abidjan ont massivement fait le déplacement le dimanche dernier au Complexe Jesse Jackson de Yopougon.

En effet, il conduisait une mission d'information des populations à l'initiative du Congrès national pour la résistance et la démocratie (Cnrd).

"Soutenez Laurent Gbagbo dans son combat contre les prédateurs. Tant que vous résisterez, tant que vous serez debout, Gbagbo sortira vainqueur", a lancé Bohoun Bouabré. Demandant par ailleurs de ne pas se laisser distraire par les cris de guerre, d'insurrection et de désobéissance du Rhdp. Pour l'émissaire du Cnrd, ces appels apocalyptiques du Rhdp ne sont pas suivis. La preuve, a-t-il indiqué : "Nous constatons que les Ivoiriens ont choisi la voie de la raison et de la sagesse. Ils sont au travail et sont attentifs au discours du président Laurent Gbagbo". Le ministre a appelé les populations auxquelles il s'adressait à ne jamais céder au découragement face à cette guerre que la communauté internationale mène contre la Côte d'Ivoire et son président. Il s'est voulu rassurant en ce sens que, pour lui, Laurent Gbagbo a toujours triomphé de ses ennemis. "Laurent Gbagbo est debout. Il marche, marche et marchera."



Notre pays est fort. Notre président est solide et n'a jamais perdu de combat. Chaque fois qu'il a engagé un combat, il l'a toujours gagné. Restez donc derrière lui", a conclu l'ancien ministre de l'Economie et des Finances. Il est longuement revenu sur le processus électoral pour mieux éclairer les populations sur les failles de la Cei et faire comprendre que la réélection du président Laurent Gbagbo s'est faite de façon régulière relativement à la Constitution ivoirienne et au pouvoir du Conseil constitutionnel. Pour lui ceux qui sont retranchés au Golf Hôtel sont rament contre la Constitution et sont des "hors la loi". En outre, il a rappelé que pendant que Ouattara et ses soutiens menacent de faire la guerre,

Laurent Gbagbo est pour sa part dans une dynamique de dialogue et de paix.

A cette rencontre du Cnrd, Bohoun Bouabré a eu le grand soutien de ses frères et sœurs des 5 départements. On notait la présence remarquable des chefs traditionnels qui ont produit une motion de félicitation, d'encouragement et de soutien au président Gbagbo. Etaient également présents les doyens Edmond Zégbéhi Bouazo, Alexise Gogoua, et les ministres Kata Kéké, Dano Djédjé et des élus notamment Marie Odette Lorougnon et les députés, maires et présidents des Conseils généraux des 5 départements.

Lettre ouverte aux trois messagers de la Cedeao

Bienvenue, Excellences, en terre ivoirienne

Bienvenue, Messagers de la paix de la Cedeao

Pour apporter la paix aux Ivoiriens, cherchez la vérité en vous renseignant :

1 - auprès de la Commission électorale indépendante (CeI) au grand complet sous la présidence de son patron, M. Youssouf Bakayoko pour savoir ce que cette structure administrative chargée d'organiser les élections en Côte d'Ivoire a décidé le 1er décembre 2010, après minuit.

2 - auprès du Conseil constitutionnel au grand complet sous la présidence de son patron, le professeur Paul Yao N'Dré afin d'examiner le bien-fondé ou non des réclamations du candidat Gbagbo, formulées comme cela avait été affirmé par consensus entre les candidats, la CeI et l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci). Ainsi, vous verrez ce qui s'est passé dans les régions de la Vallée du Bandama, des Savanes, du Worodougou et du Denguélé. Vous verrez dans

quelles conditions s'y sont déroulées les opérations de vote. Vous verrez et constaterez la vérité qui, seule, doit vous guider. On ne peut condamner un justiciable si on ne l'a pas jugé. C'est le principe même de la présomption d'innocence qui fonde le droit. Gbagbo est condamné par certains sans qu'ils ne l'aient jugé. Car, depuis, personne n'a voulu examiner les réclamations de ce candidat. La paix ne peut venir que de la vérité. C'est aussi simple que cela.

Bon travail, Excellences messieurs les présidents. Bon travail, Messagers de la paix. Merci, Excellences de votre haute contribution éclairée.

Le peuple de la Côte d'Ivoire et de la sous-région sait que vous saurez partager la vérité avec vos pairs et la communauté internationale qui ne sait peut-être pas la vérité.

Merci, Excellences, Messagers de la paix.

Robert Krassault
ciurbaine@yahoo.fr

Meeting de la jeunesse du Grand-Ouest à Yopougon

Evariste Yaké (Pdt des associations et mouvements Dan-Wé) :

"Il est temps de libérer la Côte d'Ivoire"

La jeunesse ivoirienne a décidé, à l'image de son leader Charles Blé Goudé, leur ministre de tutelle, de se lever comme un seul homme contre l'imposture d'Alassane Dramane Ouattara et de la communauté internationale dans cette crise post-électorale que traverse le pays depuis le serment du président Laurent Gbagbo. "Il est temps pour nous de libérer la Côte d'Ivoire des griffes des colonisateurs. C'est pourquoi je vous invite à payer dès aujourd'hui des chaussures "lêké" et de rester surtout à l'écoute des mots d'ordre du ministre Charles Blé Goudé, car celui qui voudra toucher à un seul cheveu du président Laurent Gbagbo, nous trouvera sur son chemin", a indiqué samedi dernier, au cours d'un meeting de mobilisation à Yopougon, M. Evariste Yaké, président des mouvements et associations des jeunes du Moyen Cavaly et des 18 Montagnes. C'était en présence des ministres Angèle Gnonsoa, Franck Guéi, Dosso Charles et Dogbo Raphaël, ainsi que le capitaine des douanes Bakeu Denis.

Evariste Yaké a ensuite exhorté ses pairs à se mobiliser pour la libération dans les tout prochains jours de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Avant de saluer le ministre des Sports Franck Guéi pour sa fidélité au Président Laurent Gbagbo. Toute chose qui, selon lui, a contribué à l'évacuation de la thèse mensongère selon laquelle c'est le président Laurent Gbagbo qui aurait tué le général Robert Guéi, père du ministre des Sports.

Les quatre ministres venus soutenir la jeunesse ont tour à tour salué le courage et la détermination des jeunes ivoiriens pour la sauvegarde et le maintien des institutions de la République et les personnes qui les incarnent.

Ces ministres, qui s'appellent désormais des chefs de guerre, ont invité le peuple ivoirien à la sérénité et au travail pour le bonheur de la Côte d'Ivoire.

Selon eux, Dieu, l'Éternel des armées, fera le combat qu'ils qualifient de divin pour les Ivoiriens.

Etienne Ban

Les Nigériens de Côte d'Ivoire manifestent contre l'ECOMOG

Les ressortissants nigériens vivant en Côte d'Ivoire se sont opposés ce lundi 27 décembre contre le choix militaire du président Goodluck Jonathan pour la résolution de la crise ivoirienne. C'est au cours d'un sit-in devant l'ambassade du Nigeria que les ressortissants du pays le plus peuplé d'Afrique ont fait savoir leur désapprobation face au choix du président Goodluck Jonathan dans la résolution de la crise issue du second tour de la présidentielle ivoirienne. Cette attitude de leur président aura de graves conséquences sur leurs rapports avec le peuple ivoirien. "Si Goodluck demande à l'Ecomog de venir enlever Gbagbo, cela nous cause des préjudices". Alors ils invitent la communauté internationale à respecter la souveraineté de l'État de Côte d'Ivoire "il faut défendre la souveraineté, ce n'est pas une question de Laurent Gbagbo et d'Alassane Ouattara. Mais qu'on se rappelle de ce qui s'est passé aux États-Unis en 2000 entre le président Bush et Al Gore. Tout le monde entier a respecté le choix de la constitution mais pourquoi c'est en Côte d'Ivoire que cela pose problème ?". s'est interrogé le prophète Bright. Par la suite, il s'indigne contre l'atti-

tude de la communauté internationale "il y a eu le coup d'État militaire en 1999, il n'y a pas eu d'intervention militaire de l'Ecomog ni en 2002 contre la rébellion et c'est quand le peuple désigne son président selon la constitution qu'une force militaire doit intervenir pour le faire partir. C'est injuste. Il faut arrêter l'imposture". Avec l'intervention militaire les balles ne feront pas de choix entre Ivoiriens LMP, ivoiriens RHDP et les étrangers vivant en Côte d'Ivoire. Il termine : "l'Europe n'a pas pu dire officiellement que nous faisons la guerre à la Côte d'Ivoire, alors il ne faudrait pas que les présidents africains tombent dans ce jeu". Les Nigériens de Côte d'Ivoire disent non à Jonathan car ce n'est pas dans la violence, disent-ils, que l'on trouvera une solution à la crise ivoirienne. Parce que "toute action militaire finit toujours par le dialogue, alors il faut privilégier le dialogue et trouver un compromis. C'est la paix que nous voulons". Ils disent Oui à la diplomatie et Non à la guerre.

SKB

Session extraordinaire de la Cedeao à Abuja

Chantage et menaces pour des assassins

Franck Dally
franckdally1@yahoo.fr

Comme naguère les Africains ont vendu leurs frères aux Européens, ils sont prêts à tuer les Africains pour faire plaisir à Sarkozy, le néocolonialiste. C'est cela l'essence de la réunion extraordinaire de la Cedeao à Abuja.

Ce qui se passe en Côte d'Ivoire fait penser à la jungle où le plus fort fait la loi. Ici, le plus fort militairement, financièrement fait la loi, s'impose, sème la terreur, menace, fait chanter le plus faible. La France la puissance coloniale est dans ce beau rôle. Elle a donc mandaté ses sous-fifres, Blaise Compaoré, Abdoulaye Wade, Thomas Boni Yayi... de demander au président Laurent Gbagbo le transfert "sans délai de tous ses pouvoirs à Alassane Ouattara,

conformément à la volonté exprimée par le peuple ivoirien". Oui, vous avez bien lu. Sarkozy, par l'entremise de ses "sous-préfets", demande au président légalement élu par les Ivoiriens de céder son pouvoir, sans aucune forme de procès, à Alassane Ouattara, leur préféré. L'ultimatum est clair. Et les pairs africains de Gbagbo ne se sont pas gênés pour le faire. Qui l'eût cru ? Des présidents d'autres pays qui demandent sans gêne au président d'un autre pays de transférer son pouvoir à un individu qu'ils ont eux-mêmes choisi. Ils ajoutent pour se faire bonne conscience que cet individu a été élu par le peuple ivoirien.

De quel peuple parlent-ils donc ? Le peuple burkinabé, béninois, sénégalais ou français ? Sur leur lancée outragante, ils délirent même pour dire que la demande adressée à Gbagbo est "non négociable". Gbagbo n'a donc pas d'autre alternative, il ne doit ni s'expliquer, ni négocier.

Ouattara et Soro, bons pour le CPI

C'est en quelque sorte un diktat qu'ils imposent au président élu de la Côte d'Ivoire. Il n'a d'autre choix que de rendre le pouvoir à Ouattara. Sinon ils utiliseront la force, les armes, les bombardements tous azimuts, les tueries massives pour faire partir le président Gbagbo de son fauteuil présidentiel. Oui, ils sont prêts à tuer les Ivoiriens, 8 millions de ressortissants de la Cedeao en Côte d'Ivoire pour imposer Alassane Ouattara aux Ivoiriens. Quelle gajeure, quelle folie ! Et tout cela pour un seul homme, Alassane Ouattara. Les valets de Sarkozy bouclent la boucle de leurs bêtises en affirmant que Gbagbo et ses proches feront l'objet de poursuites devant les tribunaux internationaux pour des violations des droits humains. Ont-ils perdu la mémoire ? ont-ils oublié qu'un matin du 19 septembre 2002, ce sont Alassane Ouattara, Soro Guillaume et leurs chefs de guerre qui ont attaqué la Côte d'Ivoire, commis pour rien des crimes, inimaginables sur des populations sans défense, amputé des deux

pieds ou des deux bras des milliers de personnes, tué des ministres, égorgé des gardarmes, des bébés et des femmes ? Ce sont ces assassins que le TPI et le CPI doivent saisir et emprisonner. Des assassins hors normes qui se baladent et continuent de tuer. Des individus qui non contents d'assassiner de paisibles citoyens ont cassé des banques centrales (le plus grand crime en matière économique) et se baladent sans être inquiétés par la communauté internationale.

Pitié pour toi pauvre Cedeao ! contrainte de soutenir des assassins et casseurs de banque. Pitié pour vous pauvres présidents africains, contraints d'appliquer les desiderata d'un néo-colonialiste, prêt à faire tuer vos compatriotes pour assouvir ses noirs desseins avérés. C'est cela la triste réalité d'une Afrique corrompue qui naguère a vendu ses frères aux Européens et aujourd'hui est prête à les tuer pour l'Europe. Pauvre Afrique où vas-tu ?■

Avec violence, le Rdr France occupe l'ambassade

En début d'après-midi de la journée du lundi 27 décembre, les militants du Rdr avec à leur tête Gnizako Gogoua, le représentant du Rdr France et frère du chanteur Beny Bézy, ont occupé les locaux de l'ambassade de Côte d'Ivoire sans raison apparente sinon superflue. Pour les uns, c'est pour installer le nouvel ambassadeur nommé par Alassane. Pour les autres, c'est pour imposer le mot d'ordre de grève décidée par leur président.

Arrivés par petits groupes vers 14h, les militants du Rdr se sont soudainement signalés en brutalisant l'ambassadeur Kipré Pierre, le personnel et les usagers venus pour leurs démarches administratives. Certains, poussés dehors avec fracas tandis que d'autres soupçonnés être des pro-Gbagbo séquestrés dans leurs bureaux. Il a fallu l'arrivée de 3 cars de CRS pour délivrer et exfiltrer l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France. Qu'à cela ne tienne, il faut s'interroger sur la régularité des actes des militants du Rdr en France qui, pénalement, sont condamnables d'autant qu'ils ne sont autorisés à manifester. C'est un trouble à l'ordre public qui, curieusement, est toléré par le service de police. Ils n'ont été ni réprimés ni interpellés. Bien au contraire, ils ont été encadrés et même protégés comme à la dernière manifestation tenue par les militants pro-

Gbagbo à la place de la République à Paris. Sous les yeux de la police française, les militants Lmp ont été agressés littéralement à la sortie du métro sans que les policiers français ne bronchent. Il a fallu que le service d'ordre de la manifestation charge pour que le service de police déploie son artillerie et renforce ses hommes.

Autre fait à signaler est la présence automatique de la presse aux manifestations des allassanistes qui sont filmées et présentées sur tous les écrans de l'Hexagone. Donnant ainsi un éclat à des actes dont l'importance est négligeable comme ce qui vient de se passer à l'ambassade. Ils n'étaient qu'une dizaine à l'intérieur. Mais les partisans de Laurent Gbagbo conduits par Zap Krasso, président des patriotes de France venus en renfort ont été bloqués à la sortie du métro par un cordon de CRS. Cependant, la dizaine de militants Rdr s'adonnaient à cœur joie dans l'enceinte de l'ambassade. Se permettant impunément de déchirer dans une parfaite mise en scène les photos du président de la République. C'est une preuve de la complicité Rdr, Police et Presse. Ceux qui disent que c'est la France de Sarkozy qui fait la guerre à la Côte d'Ivoire sont servis.

Valérie Ozigbi
Correspondant à Paris

Les femmes du FPI pour la légalité constitutionnelle

Les élections présidentielles censées mettre fin à la crise militaro-politique que traverse la Côte d'Ivoire depuis la tentative de coup d'Etat du 19 septembre 2002 se sont déroulées les 31 octobre pour le premier tour et le 28 novembre 2010 pour le deuxième tour. Au terme de ces consultations, le président Laurent GBAGBO, candidat de LMP est réélu avec 51,45 % des voix contre 48,55 % pour son adversaire Ouattara Alassane. Cette victoire a été proclamée par le conseil constitutionnel qui est la plus haute juridiction de notre pays, le 03 décembre 2010 après analyse des dossiers.

Le candidat malheureux refuse de se soumettre au verdict des urnes et se proclame vainqueur sur la base de faux résultats donnés par le président de la Commission Electorale Indépendante, de façon solitaire et en toute illégalité. Dans cette démarche qui constitue un cas flagrant de rébellion contre les lois et les institutions de la République, Ouattara Dramane Alassane bénéficie du soutien d'une partie de la communauté internationale embobinée par la France impérialiste de Nicolas Sarkozy. Depuis lors, Ouattara Dramane Alassane s'est réfugié dans sa république hôtelière du golf d'où il commandite des manifestations insurrectionnelles qui ont occasionné à ce jour plusieurs pertes en vies humaines et des destructions massives de biens. Les Femmes du front populaire ivoirien

s'inclinent devant la mémoire de ces innocentes victimes et expriment toute leur compassion aux familles éplorées. Les femmes du front populaire ivoirien marquent leur profonde indignation face à cette situation qui fragilise davantage la paix et la cohésion sociales. Les femmes du front populaire ivoirien constatent avec amertume que Ouattara Dramane Alassane, qui doit sa candidature à l'élection présidentielle dans notre pays à la mansuétude du chef de l'Etat, son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, est resté fidèle à sa logique de violence et de hors la loi. Les femmes du front populaire ivoirien condamnent la banalisation de la vie humaine par Ouattara Dramane Alassane depuis son intrusion sur la scène politique ivoirienne. Retranché au golf avec ses chefs de guerre, Ouattara Dramane Alassane a montré enfin aux yeux du monde entier qu'il est le vrai chef de la rébellion qui a endeuillé des milliers de familles, crée la misère et défiguré la Côte Ivoire. Les femmes du front populaire ivoirien saluent le sens de responsabilité des forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire engagées dans leurs missions régaliennes de défense des institutions et de protection des personnes et des biens. Les femmes du front populaire ivoirien invitent la communauté internationale à respecter la souveraineté de la Côte d'Ivoire et à cesser tout soutien à la

rébellion dirigée par Ouattara Dramane Alassane.

Les femmes du Front Populaire Ivoirien félicitent son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO pour sa brillante réélection et pour sa sagesse dans la gestion de la crise post-électorale. Les femmes du Front Populaire Ivoirien expriment leur adhésion totale à la décision du Président de la République SEM Laurent GBAGBO relative à l'expulsion des forces de l'ONUCI et de la Licorne devenues forces belligérantes contrairement à leur mission de paix. Les femmes du Front Populaire Ivoirien appellent toutes les femmes de Côte d'Ivoire et le peuple Ivoirien épris de paix, de liberté et de justice à se mobiliser pour faire échec à la violence, à l'imposture, et à la tentative d'usurpation du pouvoir par Ouattara Dramane Alassane.

Que DIEU bénisse la Côte d'Ivoire

Fait Abidjan le 27 décembre 2010

Pour les femmes du Front Populaire Ivoirien

La Secrétaire Nationale de l'OFFPI

Le Député

Marie Odette LOROUIGNON

Médiation dans la crise ivoirienne

L'Union africaine nomme un proche d'Alassane Ouattara

Au moment où la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest menace d'utiliser la force en Côte d'Ivoire, le président de la Commission de l'union africaine nomme le Premier ministre kényan, médiateur dans la crise ivoirienne. Selon

l'Afp, Jean Ping a demandé, à Raila Odinga de coordonner les efforts de l'organisation panafricaine pour tenter de résoudre la crise politique créée par la France en Côte d'Ivoire. Sa mission consistera donc à assurer le suivi de la situation en Côte d'Ivoire et à

renforcer les chances de succès des efforts en cours, rapporte l'Afp. Mais il y a hic. Le Premier ministre kényan Raila Odinga a récemment appelé, selon l'Afp, à un retrait du président Laurent Gbagbo pour céder le fauteuil présidentiel à son

adversaire politique Alassane Ouattara. Il lui sera difficile d'être impartial dans la recherche de la bonne solution à la crise ivoirienne.

Robert Krassault
ciurbaine@yahoo.fr

INFORMATION

Départements de TABOU, SAN-PEDRO, GUEYO, SASSANDRA

Monsieur GNEPA Iré Barthélémy, Président du Conseil Général de Tabou, LIBI Koita Maire de Sassandra, WAYOU Claude, Député de San-Pédro, GUEDE Narcisse, Député de Guéyo, DOGBREY Auguste, Doyen des Cadres, invitent à une concertation, les élus, cadres, originaires des départements de Tabou, SanPédro, Guéyo, Sassandra résidant dans le district d'Abidjan et la région des lagunes le **mardi 28 décembre 2010 à 17 heures au Conseil Economique et Social.**

Vu l'importance de l'ordre du jour, la présence de tous est vivement souhaitée.

Le Président du Conseil Général de Tabou
GNEPA Iré Barthélémy

COMMUNIQUE AUX ELUS LOCAUX LMP

Le Président NOUTOUA Youdé Célestin et le Gouverneur N'DRI Appolinaire convient les élus locaux L.M.P (Gouverneurs, Présidents de Conseils Généraux, Maires, et leurs bureaux respectifs) à une importante réunion d'information le **mardi 28 décembre 2010 à 10 heures à l'Hôtel du District au Plateau.**

L'urgence de cette rencontre requiert la présence de tous.

Visite des structures sous tutelle

Lazare Koffi Koffi s'imprègne des réalités de son département

Le ministre de l'Environnement et des Eaux et forêts, Lazare Koffi Koffi, n'a pas mis assez de temps pour prendre à bras le corps, les problèmes du département dont il a la charge. Après avoir rencontré les directeurs centraux, l'ensemble du personnel du cabinet et les professionnels de la filière bois, le mercredi, il a commencé à visiter les structures sous tutelle. Il s'est rendu successivement dans les locaux de la Société pour le développement des forêts (Sodefor) à Cocody, au Zoo d'Abidjan et au jardin botanique de Bingerville.

A la Sodefor, le Directeur général, N'guétia Yao, et toute son équipe ont fait le point de la situation des forêts classées ivoiriennes dont ils ont la charge. Des exposés des experts, il est ressorti essentiellement que les forêts classées sont dégradées à environ 50%. Et que des efforts doivent être faits, non seulement, pour sauvegarder ce qui reste, mais aussi pour remonter la pente. Et pour y



Le ministre Lazare Koffi Koffi

parvenir, les responsables de la Sodefor, ont exprimé un fort besoin de financement, vu que les ressources autrefois accordées par l'Etat et les bailleurs de fonds se font de plus en plus rares. Comme solution palliative, les responsables de cette société ont souhaité un appui de l'Etat et proposé des réformes pouvant con-

duire à majorer les ressources propres.

En réponse, le ministre, après s'être félicité du travail abattu par les experts de la Sodefor, a insisté sur la volonté du chef de l'Etat et du gouvernement, de mettre un terme à la **d é f o r e s t a t i o n**. Concernant particulièrement les forêts classées, le ministre Koffi Koffi a claire-

ment affirmé que tous les clandestins seront déguerpis. Plusieurs projets à l'étude ont été l'objet d'échange.

Au zoo d'Abidjan, malgré l'enthousiasme du maître des lieux, le patron des Eaux et forêts a touché du doigt les difficultés tant matérielles que sociales. Toutefois, le ministre a noté avec satisfaction que grâce à un don du chef de l'Etat, de nombreux travaux d'intérêt ont été réalisés.

Au jardin botanique de Bingerville, la situation était par contre plus difficile. En effet, de l'exposé fait par les responsables, il ressort que ce centre stratégique manque de tout. Jusqu'au petit matériel. Le ministre a pris bonne note de toutes les difficultés et s'est engagé, en concertation avec tous les experts, à trouver des solutions rapides et durables aux problèmes qui assaillent le secteur.

Guillaume T. Gbato

Lutte contre le paludisme

L'Anader sensibilise les populations

Les populations des départements d'Abengourou, Agnibilékrou, Bouna et Nassian ont été sensibilisées, récemment, sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action par des agents de la direction régionale Anader-Est.

Selon le chef du projet, Mme Séka Marie-Thérèse, il s'agit de mener des activités de sensibilisation de proximité. Notamment en faveur des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes. Concrètement, il s'agit d'amener au moins 80 % des femmes enceintes à prendre deux doses de sufradoxine périméthamine (SP) en traitement préventif intermittent (TPI) d'ici 2013. Ensuite, assurer la prise

en charge, selon le protocole national d'au moins 80% des cas de paludisme d'ici 2010. Enfin, amener 80% de la population à dormir sous des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action d'ici 2013. Et ce pour réduire de 50% par rapport au taux de 2000, la morbidité et la mortalité liées au paludisme d'ici 2013.

Outre la sensibilisation des populations, l'Anader a formé des agents relais communautaires aux techniques de communication. Le dénombrement des ménages pouvant recevoir des moustiquaires imprégnées a été également effectué sur le terrain, avec l'appui des districts sanitaires par cette structure agricole.

Jean Goudalé

Crise post-électorale

Ohouochi Clotilde explique la situation aux retraités de l'Etat

Ohouochi Clotilde, Conseiller spécial du président de la République, dans le cadre des rencontres d'explication initiées par le gouvernement auprès des couches socioprofessionnelles, a rencontré, mercredi dernier, les différentes structures et associations de retraités de la Fonction publique. La rencontre a eu lieu dans les locaux de la Caisse générale de retraite des agents de l'Etat (Cgrae), en présence du président du conseil d'administration de cette institution, Gustave Fagnidi, et le Directeur général, Jean-Jacques Aho. Il s'est agi pour Ohouochi Clotilde d'expliquer aux retraités, la situation sociopolitique et la crise post-électorale. Au cours de cette rencontre qui a vu la participation de la quasi-totalité des organisations de retraités, l'envoyé du gouvernement ivoirien a expliqué sur la base du document du Conseil constitutionnel d'une part, les raisons fondamentales de l'annulation du scrutin dans certaines localités du pays et hors de nos frontières et d'autre part, les motivations de l'arrêt du Conseil constitutionnel et la position controversée de la communauté internationale. Mieux, elle a fait comprendre que la victoire du président Laurent Gbagbo, candidat de LMP, ne souffre d'aucune irrégularité au regard de l'arrêt du Conseil constitutionnel, juridiction suprême de notre pays. Elle a donc invité les retraités à soutenir la légalité et à défendre la souveraineté de la Côte d'Ivoire qui n'est pas négociable.

Des responsables de structures de retraités tels que Yabé Irtché de la Mutuelle des Retraités Militaire de



Ohouochi est l'envoyée du gouvernement.

Côte d'Ivoire (MUREM-CI) et Doh André, président de l'Association des Retraités Militaires et Gendarmes de Côte d'Ivoire (ARMG-CI), se sont prononcés en faveur du président Laurent Gbagbo qu'ils reconnaissent comme le choix du peuple. Au nom du Conseil d'administration de la CGRAE, le président Gustave Fagnidi, a remercié Mme Ohouochi et le gouvernement pour leur démarche auprès de ses pensionnés qui avait besoin d'information sur la situation post électorale.

Pour sa part, le Directeur général, Jean Jacques Aho, a saisi l'occasion pour rassurer l'ensemble des retraités du paiement de leur pension qui "n'est nullement menacé car il s'inscrit dans le fonctionnement normal de cette structure". Il s'est d'ailleurs réjoui du respect de l'Etat de cette étape, à la veille des fêtes et surtout du versement de l'intégralité de la pension. Contrairement aux propos avancés par certains médias.

Koné Modeste

Secteur du transport

Les transporteurs ne veulent pas de politique

Le président du Réseau ivoirien des acteurs du transport (Riat), Kabi Yves Jonas, a invité les acteurs du transport à s'éloigner de la politique en privilégiant les intérêts de leur corporation, le mercredi dernier, au cours d'une conférence de presse, au foyer des jeunes de Marcory. «Nous demandons aux acteurs du transport de s'éloigner de la politique et de laisser la politique aux hommes politiques», a-t-il recommandé en présence de quelques membres du réseau, tels Blé Ludovic et Achi Moïse.

M. Kabi a, au préalable, rappelé que c'est son réseau qui a organisé la

circulation des véhicules de transport à Abidjan-sud pendant les récents troubles intervenus en Côte d'Ivoire. «Il n'y a pas eu de grève véritablement. Des transporteurs sont restés chez eux parce qu'ils avaient peur de voir leurs véhicules, endommagés. Mais nous sommes parvenus à les mobiliser à rouler, particulièrement à Abidjan-sud », a-t-il relevé. Il a adressé des remerciements, à cet effet, à Bamba Mamadou Aboubacar et Didier Etiboua, collaborateurs du porte-parole du chef de l'Etat, pour leur «implication dans la résolution de la

récente crise du transport ». Aujourd'hui, a-t-il constaté, les véhicules de transport circulent partout à Abidjan à un rythme normal, sauf à Abobo où la reprise est un peu timide. Toutefois, il a fait remarquer que pendant que les transporteurs assuraient le service minimum dans certains quartiers d'Abidjan au lendemain de la marche insurrectionnelle du Rdr, des manifestants par des jets de pierre ont endommagé le pare-brise de nombreux véhicules. En conséquence, il demande à l'Etat une contribution financière pour procéder à leur réparation.

En tout état de cause, le président du Riat a réaffirmé la détermination des transporteurs à prendre leur destin en main devant la politisation de l'activité du transport par certains acteurs qui veulent s'en servir pour affaiblir le pouvoir. «Nous observons que les hommes politiques cherchent à entrer dans le transport. Or, ce ne sont pas les hommes politiques qui payent les patentes, vignettes et autres taxes quand le moment de les payer arrive», a-t-il prévenu.

J-S L.

Filière viande et bétail

Le gouvernement opte pour l'approvisionnement du marché

Les ministres de l'Agriculture, de la Production animale et des Ressources halieutiques, Coulibaly Issa Malick, et du Commerce, Touré Amara, ont rencontré les acteurs de la filière bétail et tous les intervenants, le vendredi 24 décembre dernier. La rencontre des émissaires du gouvernement s'inscrit dans le cadre de l'approvi-

sionnement du marché abidjanais en viande et surtout de la recherche des voies et moyens de rendre le secteur plus prospère.

Pour le représentant du gouverneur du district, N'Cho Vincent, une solution rapide doit être trouvée aux problèmes que rencontrent les acteurs de la filière bétail. Notamment, la sécu-

rité, le ravitaillement, la vétusté de l'abattoir qui ne répond plus aux normes réglementaires.

Le ministre du Commerce a souhaité que les acteurs de la filière soient en dehors de la politique car "la viande que vous vendez n'a pas de couleur politique".

Quant au ministre de tutelle, il a dénoncé le prix

trop élevé du kilogramme de viande sur le marché. Il a d'ailleurs invité les acteurs de la filière bétail à explorer toutes les pistes de sorte à pouvoir ravitailler le marché abidjanais.

SKB

Crise post-électorale

Danielle Boni rassure les Ivoiriens

Des militants de l'Union républicaine pour la démocratie (U R D) se sont retrouvés, le mercredi 22 décembre dernier au siège du parti en vue de féliciter Akissi Danielle Boni Claveri pour sa nomination au sein du gouvernement de Laurent Gbagbo. A cette rencontre, la présidente de l'Urd et ministre de la famille, de la femme et des affaires sociales a indiqué que la Côte d'Ivoire ne tombera pas dans les mains des prédateurs. Selon elle, malgré l'acharnement de la communauté internationale sur nous, le chantage ne passera pas parce que les Ivoiriens sont mobilisés pour défendre les institutions républicaines.

Pour ce faire elle a invité la jeunesse et les militants de l'Union républicaine pour la démocratie à se tenir prêts pour défendre les institutions de la Côte d'Ivoire parce que un pays souverain.

Elle a également condamné l'attitude des soldats de l'opération des nations unies en Côte d'Ivoire qui ont combattu, le jeudi 16 décembre dernier aux cotés des rebelles aux alentours du Golf Hôtel. "Nous sommes d'accord avec le président de la République Laurent Gbagbo qui a demandé le départ des casques bleus de

la Côte d'Ivoire parce que ce que nous constatons sur le terrain est tout simplement scandaleux", a-t-elle déploré. Elle a révélé au cours de cette rencontre qu'Allassane Ouattara a demandé à Jean Ping de plaider auprès du président de la République Laurent Gbagbo afin de lui permettre de quitter ce lieu malsain. C'est pour dire que la vie que mènent ceux de la république du Golf - Hôtel est tout simplement très dure, a précisé la présidente de l'URD.

En outre, cette nomination au sein du gouvernement, selon elle, est le résultat du travail abattu par l'ensemble de la famille de l'Union républicaine pour la démocratie. C'est pour quoi, elle a demandé au Secrétaire général de l'URD continuer à implanter le parti sur tout le territoire national. Pour les sections déjà installées, elle a recommandé leur animation pour maintenir la flamme de l'URD allumée. N'go Blé, président des jeunes de l'U R D a, au nom des militants rassuré la présidente pour dire qu'ils la soutiendront afin qu'elle réussisse la mission qui lui est confiée par le président de la République Laurent Gbagbo.

Jean Goudalé

Hommage au président de la République

Williamsville se reconnaît en Gbagbo

Les populations de Williamsville ont rendu un vibrant hommage au président, Laurent Gbagbo pour sa réélection. Réunis au sein de l'Association des Acteurs de la Paix pour une Côte d'Ivoire paisible et réconciliée (AAPCI), les femmes, les hommes, jeunes et vieux se sont donnés rendez-vous, à la cité universitaire de Williamsville ce, à l'appel de Mariam Dagou, présidente de ladite association pour féliciter le nouveau président élu de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo. "Notre joie est grande aujourd'hui en célébrant la victoire de notre candidat à l'élection présidentielle du 28 octobre dernier", a affirmé d'entrée la présidente de l'AAPCI. Pour Mariam Dagou, l'heure est venue de remercier tous ceux de ce quartier qui ont contribué à réinstaller Laurent Gbagbo au pouvoir car, "votre détermination et votre mobilisation ont contribué à la réélection du président Gbagbo", a-t-elle indiqué avant de rendre un hommage appuyé au chef de l'Etat qui ne ménage aucun effort pour ramener la paix en

Côte d'Ivoire. La présidente de l'AAPCI n'a pas manqué d'inviter les populations de Williamsville à rester sereines face à la crise actuelle. Aussi, les a-t-elle exhortées à demeurer mobilisées et à être prêtes à parer à toutes attaques contre l'intégrité des autorités en place. En sa qualité de maman de la paix, Mariam Dagou a demandé aux populations de Williamsville de cultiver la paix autour de Gbagbo. "Soyons unis dans la discipline afin de mettre la Côte d'Ivoire au travail avec le président Gbagbo Laurent", a recommandé la présidente de l'AAPCI. Rappelons que cette journée d'hommage au président de la République a été agrémentée par un panel d'activités notamment, deux matchs de gala de football, des prestations d'artistes et un bal poussière animé par la fanfare de cette cité. La présidente de l'AAPCI était entourée du commandant de la CRS 1, du Directeur de la Caistab et des chefs traditionnels.

Alain Serge Zogbo

COMMUNIQUE TGV-GBAGBO

"TOUS DÉBOUT POUR LA GRANDE VICTOIRE DE GBAGBO"

La Présidente Nationale de T.G.V-Gbagbo, convie, Mesdames, messieurs les présidents (es) des dix communes du District d'Abidjan et sa banlieue à une grande réunion qui aura lieu le **Judi 30 décembre 2010 à 15 heures 30 minutes à Cocody, non loin de l'Hôtel Ivoire, lieu de rassemblement, le rond point de l'Ivoire.**

La présence du représentant de T.G.v-Gbagbo d'Italie est nécessaire.

Chers frères et sœurs du TGV-Gbagbo, dignes fils et filles de la Côte d'Ivoire, le pays nous appelle.

Ordre du jour :

- 1) Situation sociopolitique du pays
- 2) Divers

Contact : Cel. : 60.62.35.53

Présidente Nationale

Mme Kipré Zagol Marie-Odile

COMMUNIQUE LMP

Le ministre Hubert Oulaye, convie Madame et Messieurs les ministres, les élus, les cadres, les chefs de communauté ainsi que tous les ressortissants des départements de Duékoué, Bangolo, Guiglo, Kouibly, Bloléquin et Toulepleu résidant dans le district d'Abidjan à une importante rencontre, le **jeudi 30 décembre à 16h, à la salle des plénières du Conseil économique et social.**

Ordre du jour :

Situation post-électorale
L'importance des questions à débattre requiert la présence de tous.

Contact : 40-44-01-91

Le Ministre Hubert Oulaye

NECROLOGIE

M. ZAGBAYOU Célestin, Chef de la famille GNAHORE DREME et enfants à Ony-Babré et Abidjan; M. DOUHOURE Sillé Joseph et enfants à Ony Babré (Gagnoa et Abidjan); M. DOUHOURE Gnapié Joachim/Agent à la SOTRA à la retraite et enfants à Ony-Babré, Gagnoa et à Abidjan; M. GOHOUROU Paul, Doyen de la famille GNAHORE DREME épouse et enfants à Gagnoa et à Abidjan; M. AKA Gohourou Mathieu à la retraite, épouse et enfants à Ony-Babré et à Abidjan; M. GOHOUROU Abié André, Chef coutumier à Ony-Babré, M. DJEDJE Alain Pierre, chargé de mission du Président de la République et enfants à Abidjan; M. GNOUKOURY Alexis, Conseiller Technique à la Présidence de la République, épouse et enfants à Abidjan; M. SILLE Gohourou Noël Agent à ta SOTRA, enfant et petit frère à Abidjan; MDL KOUDOU Alain Franck, frère et sœur à Dimbokro et à Abidjan; M. YOHOU Lambert, Planteur à Bray et enfants; Mme GAYE Paulette, infirmière à la retraite, enfants frères et sœurs à Abidjan et à Gagnoa; la Communauté villageoise d'Ony-Babré, la Communauté villageoise de Grébo Drayo, la Communauté villageoise de Godiabrè, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur fille, cousine, sœur, mère et nièce:

SILLE TCHELEBO CHRISTINE

Décès survenu le 07 Décembre 2010 à H.M.A

LE PROGRAMME DES OBSEQUES S'ÉTABLIT COMME SUIT:

Première rencontre: le **Samedi 2S Décembre 2010 à partir de 14 heures au domicile du frère DJEREYE Peters Yopougon Nouveau Quartier.**

-Deuxième rencontre: le **Dimanche 02 Janvier 2011 à 14 heures au même endroit.**

-Troisième et dernière rencontre **Samedi 08 Janvier 2011 au même endroit.**

Vendredi 14 Janvier 2011 à 15 heures : Levée du corps à l'IVOSEP Gagnoa, suivie du transfert à Ony-Babré

De 21 heures à 23 heures : veillée religieuse

De 23h à l'aube : veillée traditionnelle

Samedi 15 Janvier 2011 : messe de requiem à la Chapelle Saint Charbel du village, suivie de l'inhumation au cimetière dudit village



AVIS DE VENTE

Angré extension : Villa de 6 pièces,avec marbre, garage sur 500m2. Prix : 35 millions

Angré caféier 9 : Villa de 3 pièces. Prix :18.5 millions

Riviera M'badon : Villa de 4 pièces, 2dwc, garage. Prix : 27 millions

Plateau : Appt de 5 pièces,bon standing. Prix :75 millions

Riviera 2 : 2 immeubles de R+3 dont 34 appts, 6 studios, 16 portes de 2 pièces et 12 portes de 3 pièces. r/m=S millions

Prix :680 millions

Cocody 2-Plateaux 7ème tranche : 3 pièces inachevées sur 400 m2. Prix :25 millions

Yopougon nouveau quartier : 4 pièces (3chambres-salon), sicogi. Prix :13 millions

Yopougon Saguidba : Studio sicogi. Prix 3 millions

Yopougon Santé 2 : 4 portes de 3 pièces et 2 portes de 2 pièces.r/m=140.000 F. Prix :10 millions

Yopougon Vatican : 5 portes de 2 pièces et reste du terrain (400m2) r/m=125.000F. Prix :10 millions

Yopougon Sogefha extension : 10 studios et 2 pièces, r/m=18S.000 F. Prix :13 millions

Yopougon Abobodoumé (secteur lagunaire) : Villa de 6 pièces,garage, jardin, sur 2.400 m2. Prix :130 millions

Yopougon Camp militaire : 4 studios et 2 portes de 2 pièces, r/m=100. 000F. Prix :7.5 millions

Cocody Rivléra 3 (M'Badon) : lot de 500m2 avec lettre d'attribution. Prix :8 millions

Riviera Abata : 2ha en bordure de lagune. Prix :17.000f/m2

Riviera Bonoumin : 2 lots de 1.000 m2. Prix :35 millions/lot

Cabinet PRIM-CI : Gérance-location-Vente et Achat de maisons et de terrains-Travaux de bâtiment-consell. (situé à Yopougon Keneya près du cinéma Dialogue)

Tel/Fax(225) : 23 50 34 30 (bur) Cel (225) :07 10 21 53/03 01 05 12/05 01 09 63/05 75 51 73

AVIS DE VENTE

PARTICULIER VEND POUR CAUSE DOUBLE EMPLOI

une machine Kord 1 couleur en très bon état de marche - impression impEcale et un Massicot Perfecta ouver.80. Prix Sacrifié

CONTACTS : 21 26 65 22/07 3016 83/05 00 28 63



Directeur de la publication

LAHOUA SOUANGA Etienne

Rédacteur en chef :

César Etou

Secrétaires Généraux de la Rédaction

Abdoulaye Villard Sanogo

Augustin Kouyou

Franck Dally

Didier Dépry

Editeur

La Refondation SA

au capital de 10 000 000

Dépôt légal N°4477 du 25 mars 1998

R.C.CI-ABJ-1998-B-225931

Président du Conseil d'Administration

Odette Sauyet Likikouet

Directeur général

Martin Sokouri Bohui

Directeur général adjoint

Simone Hué Lou

Siège social :

Riviera Palmeraie

06 BP 2868 Abidjan 06

Tél : 22-49-51-97/ 22 49 51 98

Fax : 22 - 49 - 51 - 96

Site : www. notrevoie.com

E.mail:lequotidiennotrevoie@yahoo.fr

Impression :

Imprimerie La REFONDATION

Distribution : edipresse

09 BP 254 Abidjan 09

Tél : 20 37 17 27 / 20 37 18 60

Tirage du jour : 11.350

Message de Didier Drogba aux Ivoiriens

La curieuse sortie de Kolo



En quoi le fond du message de Drogba dérange-t-il Kolo Touré ?

Préoccupé au plus haut point par la situation politique en Côte d'Ivoire née de l'élection présidentielle, Didier Drogba a lancé un appel à ses compatriotes la semaine dernière. Un message dans lequel Touré Kolo Abib dit ne pas se reconnaître au motif qu'il n'a pas donné son accord pour une telle déclaration (In Le Patriote des vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 décembre 2009). Une sortie pour le moins curieuse à notre humble avis. Pour comprendre, lisez quelques extraits du message incriminé : "Nous sommes particulièrement affectés par les événements qui marquent la Côte d'Ivoire aujourd'hui et en appelons à la raison pour que cesse toute violence. Nous souhaitons faire cet appel solennel à l'apaise-

ment dans notre pays pour éviter de nouvelles vies sacrifiées. Nous défendons farouchement la démocratie et estimons que nous, peuple ivoirien, méritons qu'elle triomphe. Il faut que la crise politique grave cesse enfin pour préserver l'intégrité des femmes et hommes de Côte d'Ivoire. Nous souhaitons qu'une issue rapide soit trouvée pour que le troisième tour des élections ne se déroule pas dans la rue et entraîne les drames des affrontements. Nous nous élevons contre toute partition du pays qui se ferait au détriment du peuple...".

Ces extraits qui constituent d'ailleurs l'essentiel de la déclaration souffrent-ils d'une quelconque ambiguïté ? Difficile en effet de comprendre la réaction de Kolo Touré, par rapport au con-

tenu du communiqué produit par Didier Drogba et publié par la presse ivoirienne.

Sur la forme, que Kolo affirme qu'il n'a pas été consulté passe. Sur le fond, nous pensons qu'il s'est fourvoyé en affirmant ne pas se reconnaître dans le message qui pose en des termes clairs, très clairs même, la question vitale de la crise post-électorale. Quel citoyen ivoirien digne de ce nom et soucieux du retour à la paix dans son pays peut-il raisonnablement rejeter ou s'opposer à un appel si pathétique appelant les politiques à trouver les moyens nécessaires afin de mettre un terme à la souffrance de tous ceux vivant à l'intérieur de cet espace géographique appelé Côte d'Ivoire ?

Kolo Touré doit certainement être mû par des intérêts inavoués. Des extraits de l'interview qu'il a accordée au quotidien Le Patriote donnent l'occasion d'une tentative de décryptage. Lisons ensemble. "N'avez-vous pas peur qu'on dise que les Eléphants sont aussi politisés que la société ?", demande le journaliste. Et le sociétaire de Manchester city de répondre : "C'est justement ce que nous voulons éviter. Dans le passé, nous avons refusé de prendre partie. Nous sommes des footballeurs, nous faisons notre métier. Nous sommes pour tous les Ivoiriens. On espère juste

qu'il y aura la paix". Ce n'est pas tout, continuons la lecture pour avoir un peu plus d'éléments. "Selon vous, Didier Drogba a-t-il pris partie", questionne encore l'intervieweur. Il s'entend dire par Kolo Touré : "Je n'en sais rien. Il a pris ses responsabilités. Moi aussi je prends les miennes. Je ne peux pas le juger. Je me juge moi-même".

Les réponses données amènent à poser les questions suivantes. Existe-t-il une société ivoirienne qui aurait instauré deux catégories de citoyens ? D'un côté, ceux qui sont investis du devoir de participer, d'une façon ou d'une autre, à la vie politique de leur pays et de l'autre les footballeurs non autorisés à le faire ?

Si les footballeurs ivoiriens devraient rester muets sur ce qui se passe dans leur pays, comment Kolo Touré explique alors leur message lors de la présidentielle 2010 ? Son frère cadet Yaya et bien d'autres ne figuraient-ils pas sur des pancartes géantes invitant les candidats au fair play ? Pourquoi était-il du voyage de Bouaké lorsque la Côte d'Ivoire a affronté Madagascar dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2008 et ce à la demande de Didier Drogba, qui avait d'ailleurs bien compris comment des vedettes comme les footballeurs de leur trempe pouvaient participer à la décripation des relations entre le Sud et toute la partie occupée par la rébellion ? N'était-il pas au centre du terrain au Soudan avec ses coéquipiers, après la qualification des Eléphants pour le Mondial 2006, quand, en tant que capitaine, Drogba demandait le retour rapide à la paix en Côte d'Ivoire ? En ces temps là, il n'a trouvé aucun inconvénient aux déclarations. Ou alors Kolo Touré veut-il insinuer qu'il y a eu chaque fois son assentiment préalable avant toute chose ? Pas si sûr.

Au moment où la Côte d'Ivoire est en proie à une crise post-électorale aigue et que ses fils se débattent pour en sortir, pourquoi la déclaration de Didier Drogba qui n'est en aucune façon partisane peut-elle effaroucher quelqu'un ? Fâche-t-elle vraiment ? La sortie de Kolo Touré cache quelque chose.

L'avenir éclairera sans doute l'opinion nationale et internationale.

Roger Okou Vabé
rogerokou@yahoo.fr

Championnat du monde de handball (Seniors hommes)

La Côte d'Ivoire honorée



Diabaté Mamoudou et Coulibaly Nanga défendront les couleurs ivoiriennes en Suède.

Du 13 au 30 janvier 2011, la Suède accueillera le championnat du monde de handball seniors hommes. La Côte d'Ivoire y sera présente. Non par sa sélection nationale mais plutôt à travers sa meilleure paire arbitrale du moment. En effet, Coulibaly Nanga alias Colina- du nom du célèbre arbitre italien de football- et Diabaté Mamoudou seront de ce grand rassemblement sportif qui fera descendre dans l'arène les nations qui comptent sur l'échiquier international.

Le bon comportement de ces deux jeunes arbitres sur la scène africaine et mondiale leur vaut cette récompense. Plus d'une fois, ils ont rallié les suffrages. Ils ont surtout tapé dans l'œil des responsables de la Fédération internationale de handball lors du Mondial juniors dames qui s'est déroulée en août 2010 en Corée du Sud. Le sérieux au travail de Coulibaly Nanga et Diabaté Mamoudou leur avait permis d'être retenus pour officier la demi-finale Russie-Corée du Sud. Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître. Depuis, ils sont suivis par la plus haute instance du handball international. A eux de prouver qu'ils méritent

en Suède que l'IHF ne s'est pas trompée sur leur compte.

"Naturellement, nous sommes heureux et fiers d'avoir été désignés par l'IHF. C'est un honneur fait au handball ivoirien en particulier et au handball africain en général", commentent Coulibaly et Diabaté joints hier par téléphone.

Outre la paire arbitrale ivoirienne, l'Afrique sera également représentée par l'Algérie. Ainsi Othmane Si Bachir et Kacem Mezian seront-ils du voyage en Scandinavie pour y faire apprécier leur talent et savoir-faire.

Avant le plat de résistance, Coulibaly Nanga et Diabaté Mamoudou se rendront au Tournoi de Bercy (France) qui aura lieu du 8 au 9 janvier 2010. Ils vont arbitrer la première rencontre opposant la France à l'Argentine. Une explication qui sera retransmise par Canal+.

Les deux jeunes arbitres ivoiriens ont été invités à cette compétition par le président de la Fédération française de handball convaincu de leur valeur à l'issue du Mondial coréen.

Roger Okou Vabé
rogerokou@yahoo.fr

La RTI rétablie à l'intérieur du pays et à l'étranger

La télévision nationale et la radio nationale sont à nouveau reçues à l'intérieur du pays depuis hier. En effet, selon de nombreux Ivoiriens de l'intérieur du pays que Notre Voie a joint au téléphone les images de la télévision nationale sont bien visibles à la grande

satisfaction de tous. A l'international, sur le bouquet Canal+, les images sont aussi visibles pour le bien des Ivoiriens de l'étranger qui se plaignaient depuis le 23 décembre dernier.

Coulibaly Zié Oumar

COMMUNIQUÉ LMP

Le ministre Hubert Oulaye, convie Madame et Messieurs les ministres, les élus, les cadres, les chefs de communauté ainsi que tous les ressortissants des départements de Duékoué, Bangolo, Guiglo, Kouibly, Bloléquin et Toulepleu résidant dans le district d'Abidjan à une importante rencontre, le **jeudi 30 décembre à 16h, à la salle des plénières du Conseil économique et social.**

Ordre du jour :

Situation post-électorale

L'importance des questions à débattre requiert la présence de tous.

Contact : 40-44-01-91

Le Ministre Hubert Oulaye